l'unité

M 2805 - N° 421 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 2 mai 1981



Monory, Soisson, Chinaud, Giscard, Lecanuet et Peyrefitte, vus par Pym.

RENVOYONS-LES LE 10 MAI !

PAR CLAUDE ESTIER

"NOUS devons normalement gagner. » Cette simple phrase, prononcée mardi après-midi par François Mitterrand devant les membres du Comité directeur et les premiers secrétaires fédéraux qui venaient de l'accueillir par une chaleureuse ovation, résume les conclusions que tous les socialistes, et beaucoup d'autres avec eux, ont tirées des résultats du premier tour de scrutin.

Un premier tour que nous analysons en détail dans les pages suivantes et qui entraîne trois constatations immédiates à partir desquelles se dessinent les perspectives du scrutin décisif du 10 mai.

• En frôlant le seuil des 26 % (dépassé pour les suffrages exprimés en métropole), François Mitterrand a porté l'audience du socialisme français au plus haut niveau jamais atteint dans sa longue histoire. C'est bien sa ligne unitaire, sa volonté de tenir bon face aux attaques venues de toutes parts que plus d'un Français sur quatre a ainsi, d'emblée, ratifiée.

• En se retrouvant, pour la première fois depuis la guerre, à un chiffre à peine supérieur à 15 %, le Parti communiste, en revanche, paie lourdement le fait d'avoir rompu l'union de la gauche et d'avoir pendant si longtemps dirigé ses coups d'abord contre le P.s. et son candidat.

• En dépassant à peine 28 % des suffrages, soit un recul de plus de 4 % après avoir exercé pendant sept ans le pouvoir et usé et abusé de tous les moyens que celui-ci lui fournissait, Valéry Giscard d'Estaing subit l'échec le plus grave que puisse subir un président sortant : en votant pour l'un des neuf autres candidats, dont il nous a assez répété avant le premier tour qu'ils étaient tous contre lui, près des trois quarts des Français ont accompli un acte de rejet contre la politique, le comportement et, pour beaucoup d'entre eux, contre la personne même du chef de l'Etat.

Ces trois faits, indiscutables pour tout observateur de bonne foi, sont indissolublement liés et commandent ensemble la campagne du second tour. Il était plaisant d'entendre dimanche soir les porte-parole giscardiens vanter la stabilité du corps électoral alors que le scrutin du 26 avril traduit au contraire une série de bouleversements assez peu fréquents dans l'histoire politique de notre pays.

La première conséquence de ces bouleversements est que, des deux candidats qui demeurent en lice pour le second tour, c'est aujourd'hui François Mitterrand qui entraîne derrière lui une dynamique, celle du rassemblement des forces populaires, sociologiquement majoritaires dans ce pays, alors que Giscard, en dépit des violences verbales dans lesquelles il s'est engagé dès le lendemain du premier tour (on est bien loin du ton serein et détaché avec lequel il prétendait mener sa campagne), en est réduit à la défensive et à l'utilisation systématique de l'« épouvantail » communiste, dans l'espoir, une fois de plus, d'arracher in extremis un vote de la peur.

Cela n'est pas pour nous surprendre. Plus étonnant est que Giscard soit reparti en guerre sur le thème « Mitterrand, otage de Marchais » sans tenir le moindre compte de ce qui s'est passé dimanche et qui n'a échappé à aucun Français, à savoir que le rapport des forces entre socialistes et communistes s'est singulièrement modifié, que le poids du P.c.f. dans une majorité de gauche s'en trouve diminué d'autant et que François Mitterrand est bien ce qu'il a toujours proclamé : un homme libre à l'égard de toutes les puissances quelles qu'elles soient. La meilleure preuve en est que la décision du Comité central du P.c.f. d'appeler à voter Mitterrand a été acquise dès mardi sans négociation, sans condition, sans engagement particulier d'aucune sorte. C'est simplement après avoir constaté que plus d'un million de ses électeurs avaient choisi dès le premier tour le candidat socia-

(suite en page 2)

Le monopole de la peur

LE premier devoir d'un président de la République est de rassembler les Français. Or, je constate, avec regret, que la façon dont M. Giscard d'Estaing engage sa campagne du deuxième tour lui interdit désormais d'y prétendre.

Il est grave de l'entendre mettre en accusation la majorité des Français qui l'ont désavoué dimanche.

Les libertés seraient en danger, dit-il. Je lui réponds hautement : « N'insultez pas ceux qui, contre vous, veulent conquérir la liberté de vivre hors des angoisses du chômage dans un pays réconcilié, et qui pensent que se défaire d'abord de votre politique est une chance de vivre mieux. »

Je rappelle à M. Giscard d'Estaing que la liberté c'est le peuple qui l'a conquise il y aura bientôt deux siècles, contre la féodalité de l'ordre ancien. Que c'est le peuple qui l'a défendue, souvent au prix de son sang, contre la féodalité de l'argent. Que c'est le peuple encore qui lutte pour elle, aujourd'hui contre la caste étroite que lui, Giscard d'Estaing, incarne.

Je récuse donc la campagne de violence verbale qui annonce d'autres violences du candidat sortant et je ne le suivrai pas sur ce terrain. Il divise. Moi, je veux réunir.

Je lui conteste simplement le droit de s'approprier un combat qui appartient en vérité aux forces populaires dont je suis le représentant. « Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent », s'écriait en 1849 le Prince-Président, futur Napoléon III, qui voulait lui aussi se faire réélire président de la République. On croyait ce langage périmé. Je vois que la vieille droite reste dans sa logique, identique à elle-même, sectaire, intolérante. Et j'interroge les Français : « Est-ce cela qu'ils veulent ? » Non, les Français veulent la paix civile et qu'on respecte de part et d'autre notre démocratie.

Mais pourquoi M. Giscard d'Estaing agit-il de la sorte ? Il veut tout simplement faire oublier le chômage, la vie chère, les inégalités et l'exclusion des jeunes de notre société.

Mon choix de société, c'est l'emploi. Le sien, c'est le chômage. Voilà tout. La France n'a pas besoin pour président de ce monsieur super-chômage qui se propose à ses suffrages.

FRANÇOIS MITTERRAND

(suite de la page 1)

liste que la direction du P.c.f. a estimé — et nous nous en réjouissons — qu'elle ne pouvait pas faire autrement que de les rejoindre en appelant à son tour à voter Mitterrand. Mais, du coup, présenter celui-ci comme « prisonnier » des communistes est devenu un argument bien peu crédible.

Une fausse indignation

Il est vrai que Giscard et ses partisans ne s'embarrassent ni des faits ni des nuances. On l'a vu dès lundi avec la façon scandaleuse dont l'ensemble des moyens audiovisuels ont violé les principes élémentaires d'égalité entre les deux candidats. La fausse indignation d'un Jean-Marie Cavada ou d'un Jean-Pierre Elkabach ne saurait tromper les téléspectateurs parfaitement à même de juger que tout est mis en œuvre pour avantager Giscard au détriment de son adversaire jusqu'à l'interruption des programmes au milieu de l'après-midi pour permettre à M. Chaban-Delmas — qui a la mémoire courte — d'apporter son soutien au président sortant en difficulté. Sans parler de l'utilisation, dans chaque journal parlé ou télévisé, de tel ou tel ministre mobilisé au service de Giscard et dont certains n'hésitent pas à dépasser les simples bornes de la décence : Christian Beullac, par exemple, s'indigne de voir la Fen et le Sni exprimer leur soutien à François Mitterrand mais trouve normal que François Ceyrac apporte celui du C.n.p.f. à Giscard — tout est d'ailleurs très clair — ou que la télévision accorde à plusieurs reprises de longues minutes d'antenne à des représentants de chambres de commerce, d'agriculture ou de P.m.e. qui appellent à voter pour le candidat sortant sans avoir jamais consulté leurs mandants !

Tricheries et truquages

Ces atteintes graves à la démocratie la plus élémentaire ne révoltent pas seulement ceux qui dès le premier tour ont mis leur espoir dans la gauche. Elles choquent aussi de très nombreux gaullistes restés fidèles à l'histoire de la Résistance et de la lutte pour la liberté et qui se regroupent aujourd'hui, comme Joël Le Tac, Philippe Dechartre, le colonel Passy, Robert Dabezies, Jacques Dauer, Pierre Emmanuel et combien d'autres, autour de François Mitterrand. Il ne fait aucun doute que des centaines de milliers d'électeurs chiraquiens les rejoindront, convaincus, comme l'a affirmé si souvent Jacques Chirac lui-même avant le premier tour, qu'il n'y a pas de changement possible si l'on garde les mêmes hommes au pouvoir.

François Mitterrand se trouve donc être aujourd'hui non seulement le candidat du changement mais en même temps celui de la démocratie et de la liberté. Cela accroît encore cette force tranquille qu'il a manifestée depuis le début de sa campagne et dont il ne se départira pas d'ici la fin de cette grande bataille politique. Face à l'agitation désordonnée du camp giscardien, aux tricheries, aux truquages, aux manipulations, François Mitterrand sait qu'il incarne une formidable volonté populaire. Celle-là même qui doit l'emporter le 10 mai. •

Un immense succès à la loupe

Après analyse ultrafine on peut dire que le score remarquable de François Mitterrand, celui médiocre du président-candidat, la spécificité de l'électorat chiraquien, le prix qu'a dû payer le P.c.f. pour sa politique antisocialiste ouvrent des perspectives nouvelles à la gauche tout entière et au P.s. en particulier

PAR GUY PERRIMOND

D'ABORD il y avait eu le pessimisme. Combien de ceux qui le 26 avril ont porté François Mitterrand à frôler les 26 % osaient espérer, il y a à peine quelques semaines, qu'il était possible d'en arriver à un tel score ? Durant des mois, le peuple de gauche, tout d'abord désarçonné, avait fui dans le doute. Puis, il s'était réfugié dans le silence. Certes, les « grands meetings » faisaient le plein. Mais y venaient surtout des convaincus. Pourtant ceux qui se taisaient ont voté. Et les résultats parlent d'eux-mêmes.

Celui de François Mitterrand — 26,8 % en métropole ; 25,84 % avec les départements d'outre-mer (voir page 9) — participe de ces phénomènes politiques profonds que les sondages peuvent difficilement prendre en compte. La croissance du Parti socialiste, mesurée depuis Epinay, se poursuit. De 20,8 % en mars 1973 à 25,84 dimanche dernier en passant par les 22,6 % de 1978 et 23,5 de 1979, la tendance est maintenue. Et pour un succès, c'est un succès !

Jamais dans l'histoire du socialisme français un tel niveau n'avait été atteint : plus d'un Français sur quatre a voté dès le premier tour pour le candidat des socialistes. Et si l'on quitte les grands chiffres nationaux, si l'on examine les résultats par départements, circonscriptions ou villes, on mesure l'importance du succès.

Un électorat national, jeune et ouvrier

Par rapport à 1979 — la dernière consultation nationale — le candidat socialiste obtient, partout, des résultats nettement supérieurs. Il est en tête de toutes les forces politiques dans vingt-neuf départements et dans onze des vingt arrondissements parisiens. Le candidat communiste ne le devance plus que dans quatre départements (Seine-Saint-Denis, Corrèze, Gard, Bouches-du-Rhône). Ce qui signifie que dans les quatre-vingt-douze autres le Parti socialiste est devenu la première force politique de la gauche. Le pari d'Epinay a été gagné et la ligne de Metz a prouvé sa justesse.



Aujourd'hui, l'électorat de François Mitterrand est national : certes le socialisme a ses bastions historiques, ses vieilles terres où depuis plusieurs générations militants et militantes ont laissé leur marque, lentement amassé un héritage. Régions ouvrières ou paysannes, traces des luttes syndicales, municipales, de celles de la Résistance ou « pour la République », où les 30 % sont atteints et souvent dépassés. Puis il y avait les terres nouvelles. Pour prendre deux exemples, il y a la Nièvre où François Mitterrand fait son meilleur résultat — 39,32 — et, a contrario, ce qui était considéré il y a peu comme terre de mission, l'Alsace, où le pourcentage atteint dépasse déjà les 22 %. Reste encore éloignée de la moyenne nationale la Haute-Corse, où avec 17,69 % le candidat socialiste est à son étiage le plus bas !

Cet électorat est également jeune : les analyses établies par l'Ifop montrent que 29 % des 18-24 ans ont voté pour François Mitterrand (19 pour Georges Marchais, Jacques Chirac, 16 pour Valéry Giscard d'Estaing). Cet électorat est d'abord ouvrier. Toujours selon l'Ifop — et les mésaventures des instituts de sondage devraient réviser ces chiffres à la hausse — 30 % des ouvriers et 26 % des cadres moyens et des employés ont voté pour François Mitterrand. Ce qui le place — au moins — à égalité avec le Parti communiste.

La suite des succès se lit dans les résultats des municipalités gagnées en 1977. A de rares exceptions près les résultats obtenus alors ont été dépassés. Il en est de même si l'on compare les résultats de dimanche dernier à ceux de 1978. Dans soixante-quinze départements, le pourcentage atteint alors est dépassé. Et dans neuf d'entre eux (Charente-Maritime, Aveyron, Alpes-de-Haute-Provence, Lot, Haute-Corse, Tarn-et-Garonne, Hautes-Alpes, Hautes-Pyrénées, Corse-du-Sud) la croissance par rapport à 1978 dépasse les 10 %, atteignant pour la Corse-du-Sud 19,80 %). Or, en 1978 les pourcentages atteints dépassaient parfois les 15 % (18,76 dans le cas du Lot) ! Et les vases n'étant pas toujours communiquants, ces progressions spectaculaires ne se sont pas faites aux dépens du P.c.f. : ce n'est pas là où le Parti communiste perd le plus que le P.s. gagne le plus. Nous y reviendrons.

Ce sont donc les suffrages obtenus par François Mitterrand qui ont permis à la gauche d'améliorer son poids par rapport à la droite. Car même si depuis dimanche la plus grande partie des commentateurs oublient de rappeler la balance gauche-droite du premier tour, les chiffres sont têtus. Même s'il est évident qu'entre les deux tours cette balance se modifiera — cela arrive à toutes les élections — les résultats obtenus par les divers candidats ou candidates de gauche, qui ont tous appelé à voter pour François Mitterrand au deuxième tour, peuvent facilement s'addi-

Plogoff a voté Mitterrand à 57%

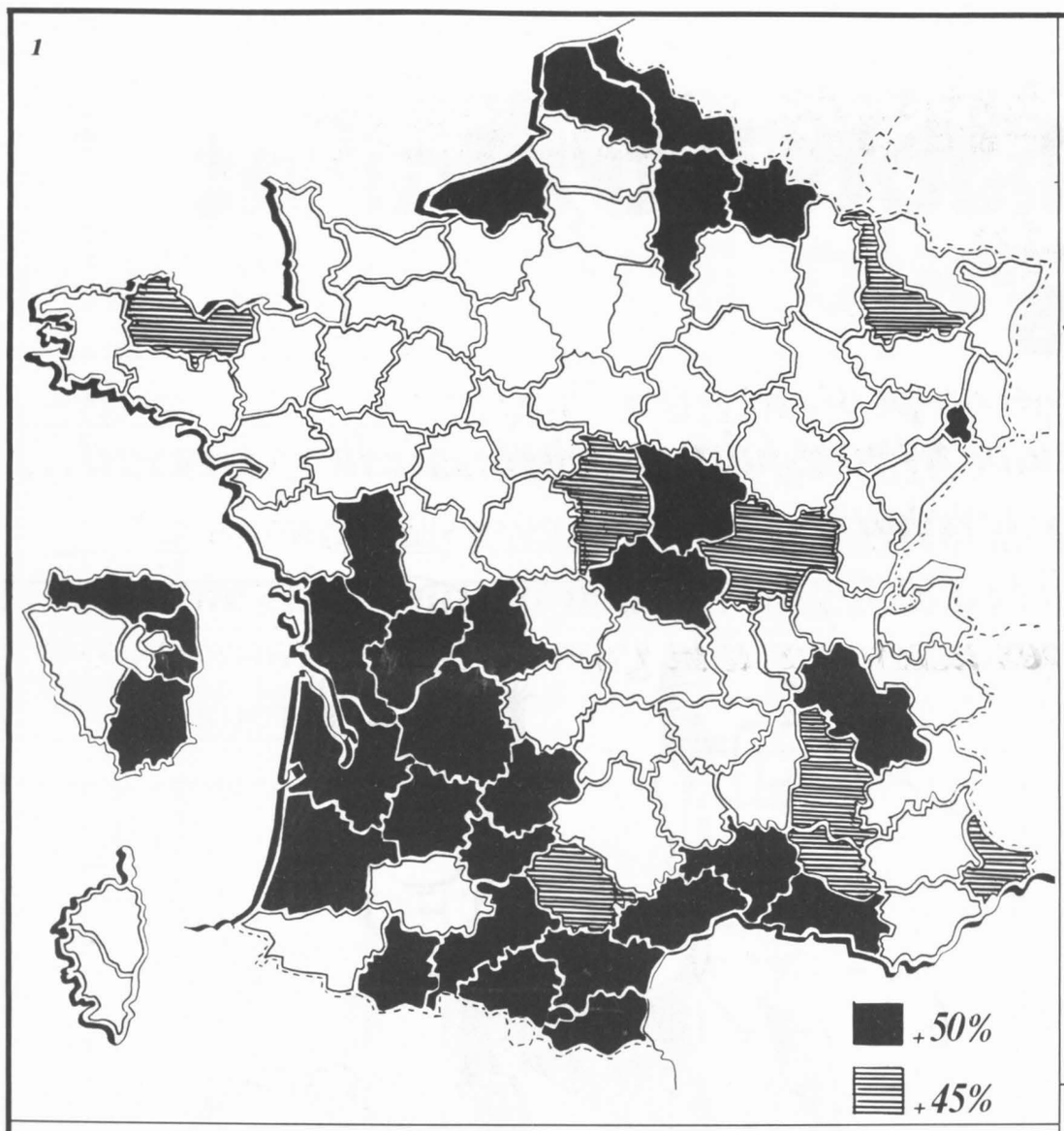
A Plogoff, le pays au bout du monde menacé par une centrale nucléaire, François Mitterrand fait un score étonnant : près de 57 % des voix. La surprise est double. Giscard avait obtenu ici près de 51 % au second tour de la dernière élection présidentielle. Depuis, les résultats du P.s. s'étaient améliorés, lentement mais sûrement, au fil des défections subies par la droite et par le P.c. dont l'attitude pro-nucléaire troublait une population de plus en plus résolue dans son opposition à la centrale de Plogoff et au programme nucléaire dans son entier.

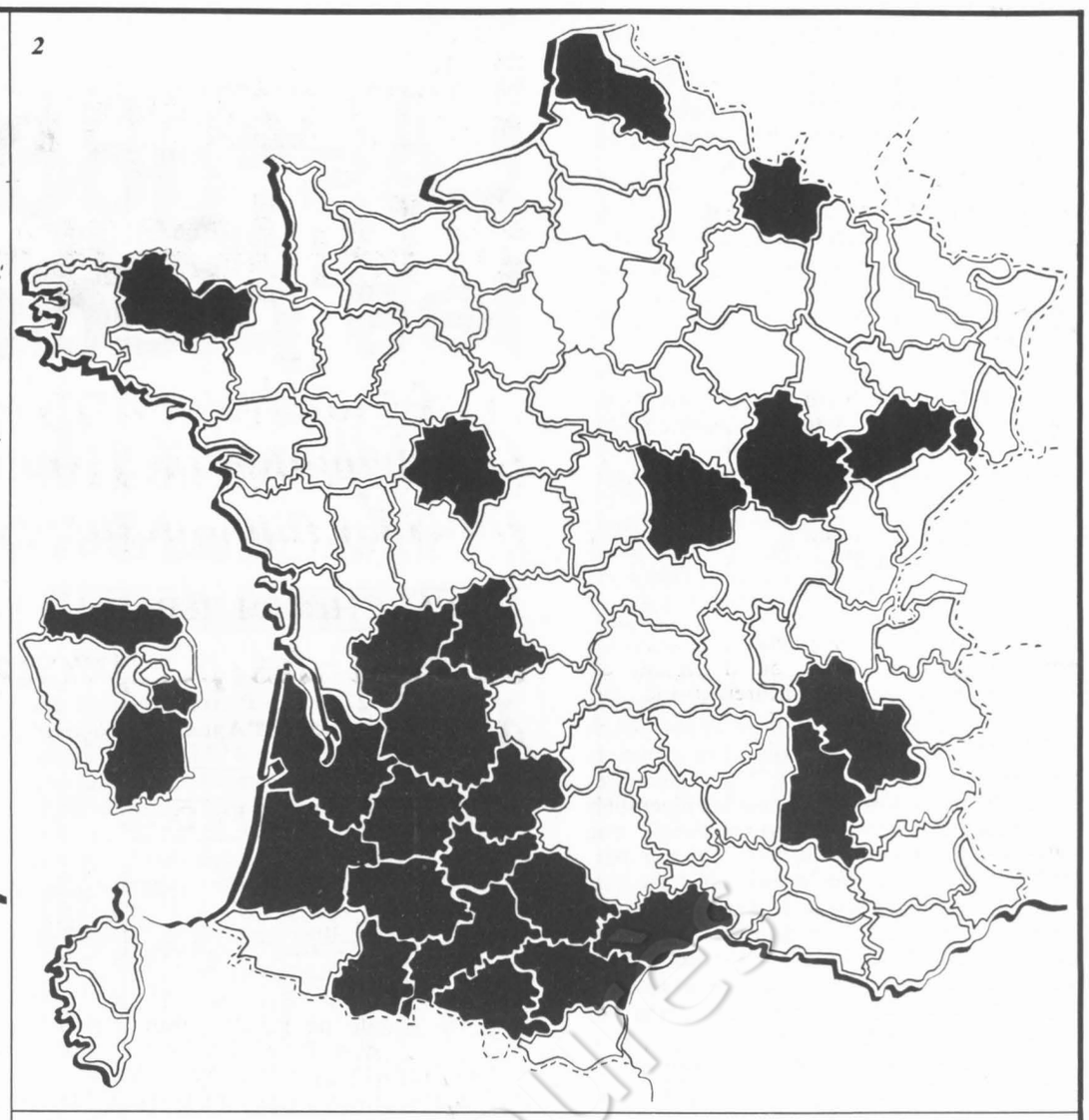
« Le vote Mitterrand, c'est surtout un vote anti-nucléaire. Assez peu un vote politique », analyse Amélie Kerloch, maire de Plogoff. Là réside la seconde surprise. Les candidats plus franchement anti-nucléaires, Brice Lalonde et Huguette Bouchardeau, ne recueillent que 10 % des voix à eux deux. « Dans un premier temps, je parrainais la candidature P.s.u., en tant que femme et en raison de sa lutte contre la centrale. Mais quand il s'est agi de regarder notre problème en face, j'ai appelé à voter Mitterrand. Car il est notre seule planche de salut. » Visiblement, Amélie Kerloch a été entendue.

F. de G.



Haroun Tazieff avec Amélie Kerloch à Plogoff. *Moba-presse*

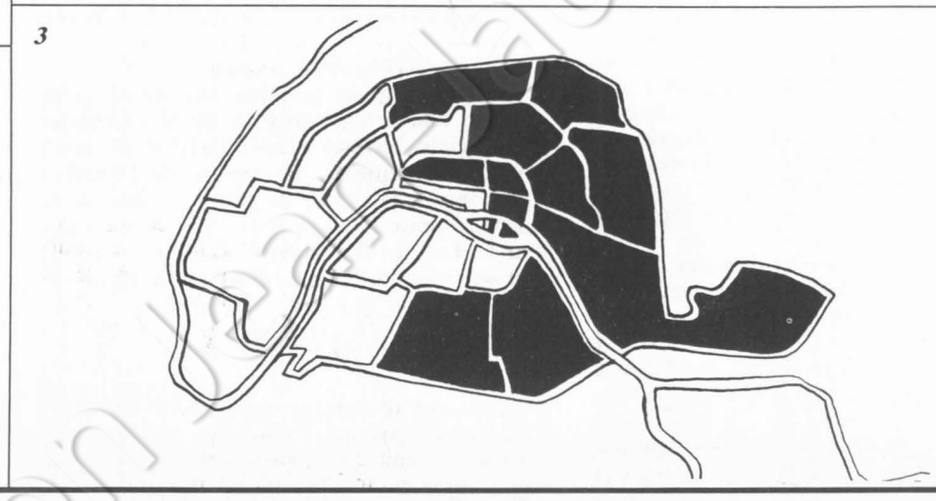




1 En noir, les départements où le total des voix de la gauche dépasse 50 %. En grisé, les départements où le total de la gauche dépasse 45 % et où, sans tenir compte des voix écologistes, la gauche devance l'ensemble des candidats de l'ex-majorité.

2 En noir, les départements où François Mitterrand a été placé en tête de tous les candidats.

3 En noir, les arrondissements parisiens où François Mitterrand a été placé en tête de tous les candidats.



tionner. Au total, les voix de François Mitterrand, de Georges Marchais, de Michel Crépeau, d'Huguette Bouchardeau représentent 44,5 %, soit 1,2 % de plus que le niveau atteint en 1974 par le candidat unique de la gauche. Et le total gauche-extrême gauche atteint 46,8 % contre 45,9 en 1974. Soit 0,9 % de plus. Or, dans le même temps, la droite a reculé.

En 1974 la droite obtenait 51,61 % au premier tour (Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chaban-Delmas, Jean Royer) ou, si l'on intègre les candidats marginaux (Muller, Renouvin, etc.) qui étaient opposés au candidat unique de la gauche, 52,71 %. Dimanche dernier les quatre candidats issus de l'ex-majorité totalisaient 49,29 %. Soit une perte de 2,32 % ou 3,42 % selon la totalisation choisie pour 1974.

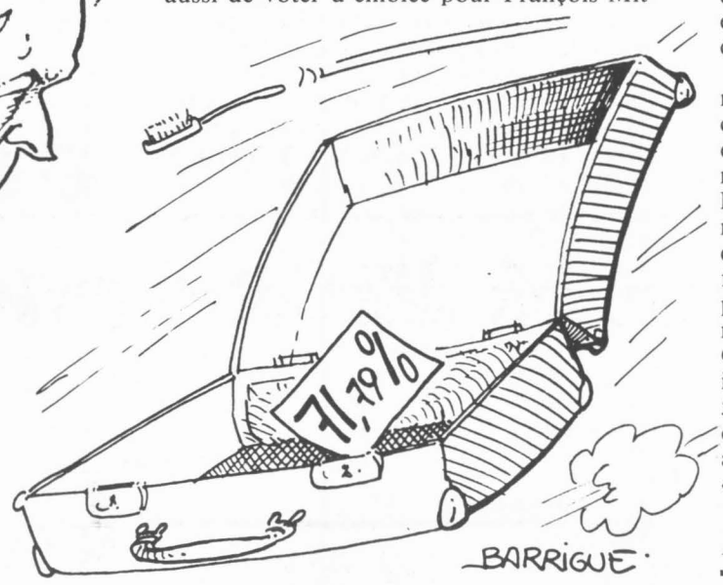
L'écart s'est donc rétréci, les positions de la gauche se sont améliorées, celles de la droite se sont effritées. Ce qui donne une bien meilleure base de départ. Or, compte tenu des pertes enregistrées par Georges Marchais, c'est l'avancée socialiste qui a permis, et elle seule, d'améliorer les positions globales de la gauche.

Le recul du P.c.f.

Les résultats de Georges Marchais ont, en effet, créé la seconde surprise de ce premier tour. Passer de 20,52 à 15,35, soit une perte de 5,17 %, est grave pour une formation politique. Aussi grave — peut-être plus — que de perdre 4,59 %. Ce qui vient d'arriver au président-candidat sans que les commentateurs ne mettent en parallèle ces deux échecs.

Ce qui frappe d'abord dans la chute du P.c.f. ce sont les régions où les pertes les plus lourdes (plus de 6 %) se sont produites. Outre Paris, il s'agit des « bastions » : les Bouches-du-Rhône, le Pas-de-Calais, l'Aisne, l'Indre, le Val-de-Marne, l'Allier, le Gard, la Haute-Vienne, la Seine-Saint-Denis, le Cher. Dans ces départements, le P.c.f. dépassait, en 1978, les 26 % pour atteindre pratiquement les 38 % en Seine-Saint-Denis. Et la chute va de 6 à 12 %. Or il est remarquable que souvent dans ces départements le taux d'abstention dépasse la moyenne nationale (18,35 contre 16,6 en 1974). Mais si l'on examine les résultats ville par ville, l'image se précise. Dans la Seine-Saint-Denis, bastion des bastions, le pourcentage d'abstention est de 20,76, soit 2,41 % de plus que la moyenne nationale. Mais à Bobigny ce pourcentage passe à 21,8, soit 3,5 % de plus que la moyenne nationale et à Saint-Denis à 22,9, soit 4,6 % de plus. Tout se passe, et cette tendance est vérifiable quasiment partout, comme si une partie non négligeable de l'électorat communiste avait fui le premier tour, refusant de voter pour son candidat naturel, mais aussi de voter d'emblée pour François Mitterrand. En quelque sorte bon nombre d'électeurs communistes ont choisi une solution d'attente.





Mais l'abstentionnisme mesuré dans les bastions — et il ne peut pas s'agir là d'un électorat fragile, récent, conjoncturel — n'explique pas tout. Une autre partie de cet électorat a dès le premier tour voté pour François Mitterrand. Les raisons de ce choix sont multiples. On a parlé de vote de sanction, de vote utile, etc. Tous les cas de figure peuvent se retrouver. Compte tenu des positions, des actes, des discours de François Mitterrand, du P.s., de Georges Marchais et du P.c.f., il est évident que ce choix peut être pour certains conjoncturel et pour d'autres durable. L'avenir tranchera.

Le résultat premier de ce recul peut se mesurer à l'attitude choisie par le Comité central du P.c.f. pour le deuxième tour. Il est évident que les réticences de son électorat traditionnel ont été prises en compte. Et, en particulier, la volonté unitaire mesurée lors des élections législatives partielles de la fin de l'année dernière. Il faudra, une fois la pression de l'actualité retombée, prendre la mesure exacte, les prolongements possibles des résultats obtenus par Georges Marchais dimanche dernier. Mais il serait étonnant que le motif profond des 5 % d'électeurs qui ont choisi l'abstention ou se sont portés sur François Mitterrand ait été seulement d'émettre soit un vote « utile », soit un vote de sanction.

PREMIER TOUR		
	METROPOLE	TOTAL
ABSTENTIONS	18,25	18,91
FRANÇOIS MITTERRAND	26,08	25,84
GEORGES MARCHAIS	15,48	15,34
MICHEL CREPEAU	2,24	2,21
HUGUETTE BOUCHARDEAU	1,11	1,10
ARLETTE LAGUILLER	2,31	2,30
BRICE LALONDE	3,93	3,87
VALERY GISCARD D'ESTAING	27,82	28,31
JACQUES CHIRAC	18,02	17,99
MICHEL DEBRE	1,64	1,66
MARIE-FRANCE GARAUD	1,33	1,33

Le pouvoir usé

La situation de la droite est plus délicate. Tout d'abord il faut répéter que le recul du président sortant est pratiquement du même ordre que celui de Georges Marchais. Ce qui, pour un candidat bénéficiant des atouts que donne l'appareil d'Etat lorsqu'on l'utilise comme lui, donne une idée de l'usure réelle. Car le pouvoir n'use que lorsque l'on s'en sert mal !

La lutte de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Michel Debré et Marie-France Garaud pour conserver ou conquérir l'ancien électorat majoritaire montre la fragilité et l'homogénéité toute relative de ces 49,29 % d'électeurs. Car ceux qui ont voté pour Jacques Chirac, Michel Debré et Marie-France Garaud ont, d'une certaine manière, voté contre le président sortant !

(suite en page 4)

(suite de la page 3)

En 1974, la répartition de l'électorat pompidolien s'était faite sur deux hommes, sur les intentions qui leur étaient prêtées, sur l'image qu'avaient d'eux-mêmes les électeurs gaullistes, centristes ou conservateurs. Le temps passant, la crise étant là, le R.p.r., depuis 1976, a tenté de cristalliser une opposition, parfois populiste, souvent conservatrice, au président en exercice. Les affrontements, les escarmouches ont marqué un électorat qui a été sensible aux critiques souvent acerbes des trois autres candidats issus de l'ex-majorité.

Et de fait, à l'exception de « places fortes » comme Paris ou la Corrèze pour Jacques Chirac ou le Bas-Rhin pour Valéry Giscard d'Estaing, leur influence est relativement bien répartie sur l'ensemble du territoire.

Les différences sont ailleurs : l'électorat de Jacques Chirac est nettement plus jeune que celui du président sortant, comporte plus d'employés et plus de paysans, est plus masculin que féminin, au contraire de celui de Giscard d'Estaing. En un mot, l'électorat du maire de Paris n'est pas dû au hasard, à la présence de notables issus du gaullisme mais est le fait d'un choix politique. C'est d'ailleurs ce qui doit gêner le plus le président-candidat. Car l'homogénéité des 17,99 % d'électeurs rassemblés par Jacques Chirac est plus grande que celle de l'électorat giscardien. Ce qui permet au maire de Paris d'envisager l'avenir avec plus de calme que le président de la République : ses électeurs étant quasiment dans l'opposition, il peut être plus serein que celui qui sait que son électorat volerait en éclats si la présidence lui échappait. On mesure là un des échecs du président de la République : en sept ans de pouvoir il n'est pas arrivé à se forger un parti lui permettant de durer en cas d'échec !

Le rejet reflété par le score de Giscard d'Estaing a comme conséquence, outre les gains du P.s., ceux de Chirac, non seulement par rapport aux 15,1 % de Chaban-Delmas (plus 2,89 %), mais aussi aux 16,31 % obtenus par le R.p.r. lors des élections européennes de 1979.

Il faut prendre la mesure de l'importance de cet électorat « chiraquien », où le rapport au leader est différent de celui que les « giscardiens » peuvent avoir avec leur candidat. Et il s'agit là d'un électorat en croissance : depuis 1974, même si ce n'est que de 3 %, il a grandi. Celui de Giscard d'Estaing a diminué. Ce qui dans l'avenir et quels que soient les résultats du deuxième tour promet des reclassements de taille dans ce qui n'a plus de « majorité » que le nom.

Au total, le score remarquable de François Mitterrand, celui, médiocre, du président-candidat, la spécificité de l'électorat chiraquien, le prix qu'a dû payer le P.c.f. pour sa politique antisocialiste ouvrent des perspectives nouvelles à la gauche tout entière et au Parti socialiste en particulier. Il est peut-être un peu tôt pour en tirer toutes les conséquences : les vieux schémas ont la vie dure. Pourtant dès 20 heures, le 26 avril, les scénarios se sont bousculés dans la tête des militants.

Pour l'instant ne retenons que ceux portant sur le deuxième tour de l'élection présidentielle. Les résultats ont montré que François Mitterrand avait une image de rassembleur : la part de l'électorat communiste qui a déjà voté pour lui et les gains sur la droite le prouvent.

Les nouveaux rapports de forces qui se sont établis montrent la faiblesse de Valéry Giscard d'Estaing. A la fois face à l'opposition et par rapport à une partie non négligeable de sa majorité. L'aspiration au changement contenue dans les divers pourcentages a donc été catalysée. Et l'on sait que la qualité première du président sortant n'est pas la résistance à l'adversité. A vrai dire il n'en avait pas l'habitude. Enfin c'est en restant fidèle à ses principes — faut-il citer des exemples ? — que le candidat des socialistes est arrivé à un score historique. Ce qui prouve que l'ancrage à gauche du P.s., la ligne d'Epinay, étaient justes et ont été compris par l'électorat. Cette permanence des principes — l'incohérence et les contradictions du P.c.f. expliquant à contrario son résultat — a permis au P.s. de conquérir une plus grande partie de l'électorat populaire pour qui Mitterrand est devenu synonyme de changement.

Et les résultats de dimanche ont dû mobiliser davantage ce secteur déterminant de la population française. En un mot, la dynamique du rassemblement peut naître, doit naître des espoirs révélés par le premier tour. La barre des 25 % était peut-être une barre psychologique. L'ayant passée, François Mitterrand doit pouvoir mobiliser tous ceux qui ne croyaient pas le changement possible, ceux qui se sont réfugiés dans l'abstention — il ne s'y trouve pas que des électeurs communistes —, tous ceux qui ont voté, dès le premier tour, pour un autre candidat de gauche, beaucoup de ceux qui ont voté pour d'autres candidats de la majorité pour que « ça change ». Et cela fait beaucoup de monde : c'est ce que les socialistes appellent le rassemblement populaire. Aujourd'hui on le lit dans les résultats du premier tour. Demain... ●

R.P.R.

Les "godillots" traînent les pieds

Officiellement, les chiraquiens vont faire la courte échelle à Giscard... mais il y manquera des barreaux

PAR MICHELE KESPI

LUNDI 27 avril. Pierre Messmer est dans les studios d'Antenne 2 pour les actualités du soir. L'ancien Premier ministre de Georges Pompidou, le gaulliste de toujours, fidèle soutien de Jacques Chirac, cite Georges Clémenceau : « Au premier tour, on choisit. Au second, on élimine. » Oh, certes, il votera, personnellement, pour Valéry Giscard d'Estaing. Mais... Mais... Bien goguenard, le sourire de cet homme si sérieux d'habitude ! On dirait qu'il s'amuse. Et, sûrement, il s'amuse quand il explique devant des millions de téléspectateurs qu'il ne voit pas très bien comment transformer, en quinze jours, cinq millions de gens qui se sont reconnus dans Chirac en giscardien acharnés...

Le matin du même jour, à 11 h 30, rue de Tilsitt, Jacques Chirac, lui aussi, s'est offert une petite partie de plaisir. Costume gris clair, cravate rayée gris et bleu, le regard moqueur, le maire de Paris a annoncé à la presse la prise de position du R.p.r. pour le second tour. « A titre personnel... a-t-il déclaré avec un enthousiasme peu convaincu et peu convainquant, je ne puis que voter pour M. Giscard d'Estaing. » Mais, auparavant, Jacques Chirac venait de demander « qui pourrait remplir le mieux » la difficile mission de gouverner la France. Giscard ? « Peut-il y parvenir, lui qui, président sortant, n'a réuni sur son nom qu'un peu plus du quart des suffrages ? » Le leader du R.p.r. semble en douter... « Il n'y a pas lieu à désistement, conclut-il. Le 10 mai, chacun devra voter selon sa conscience... La parole est désormais au peuple français. »

Comme l'écrit Jacques Fauvet, dans l'éditorial du « Monde », le mardi 28 avril, « nul n'est propriétaire de ses voix, mais il existe une manière qui ne trompe pas, claire ou confuse, de dissuader les électeurs de voter pour l'un des concurrents ».

En l'occurrence, Chirac a choisi la manière directe ! Quel sera l'impact de son appel à ne pas voter Giscard sur les 5 188 184 électeurs chiraquiens ? C'est une des grandes inconnues du second tour. On insiste beaucoup, dans l'entourage de l'ancien candidat, sur le bon score de Mitterrand qui pourra, confie-t-on rue de Tilsitt, « compter sur au moins 15 % de nos voix... » Il semble prématuré de se livrer au jeu des pronostics sur un électorat aussi divers. On a vu par exemple, à l'issue de la conférence de presse, un militant se précipiter sur le secrétaire général du mouvement, Bernard Pons, en hurlant : « Mais vous allez faire gagner la gauche ! » Mais on a aussi entendu des supporters enthousiastes applaudir à tout rompre à l'annonce du non-désistement. Jacques Toubon, conseiller de Chirac, a peut-être raison d'annoncer tranquillement : « Je donne Mitterrand gagnant à 52 %... »

« Neo-gaullist leader »

Non que les chiraquiens soient pris d'une subite conviction socialiste. Simplement, Jacques Chirac est allé jusqu'au bout de sa stratégie : il préfère une gauche gagnante (éventuellement divisée, cas de figure où il espère jouer l'homme du recours). Si ses 17,9 % sont un faible score par rapport à son fabuleux coup de bluff, il n'ignore pas qu'un nouveau mot est né : le chiraquisme. Le «neo-gaullist leader », comme l'appelle le quotidien américain « Herald Tribune », attendra, s'il le faut, 1988. Mais il ne veut pas, pour le moment, faire allégeance à celui qu'il a combattu tout au long de sa campagne.

Le voudrait-il, qu'il ne le pourrait pas. Il sait, pour l'avoir fréquenté, que le citoyen-candidat a la rancune tenace. Ses proches le disent sans ambages : « Si Giscard repasse, Chirac n'a plus qu'à numéroter ses abattis... » D'autre part, une partie de l'électorat chiraquien demeure profondément anti-giscardien.



« Giscard au placard »

Dimanche soir, rue de Tilsitt, dans la petite salle où les militants, parqués, venaient d'apprendre la première estimation (17,9 %), l'ambiance était plus à la colère qu'à l'abattement. Oui, les supporters étaient déçus du score, mais ils scandaient en chœur : « Giscard au placard ». Au premier étage, sitôt la première fourchette annoncée, Nicole de Hautecloque, adjointe au maire de Paris et député du XVe arrondissement de Paris, laissait échapper ce cri du cœur : « Je ne voterai plus jamais Giscard. D'ailleurs, mes électeurs ne me feraient plus confiance... »

Le lendemain, Joël le Tac, député R.p.r. de Paris, dans le XVIIIe arrondissement, annonçait qu'il « voterait Mitterrand contre Giscard ». Ce gaulliste historique, compagnon de la Libération, ne pense pas que « la défense de la société passe par Giscard d'Estaing... L'alternance est la seule façon de sauvegarder la démocratie ». Tous les députés R.p.r. ne prendront certes pas de telles positions, et il n'y aura, en tout cas, aucun appel collectif : ils l'ont décidé mardi.

Des réponses sans ambiguïté à l'appel du pied lancé par le président de l'U.d.f., Jean Lecanuet, au soir du premier tour. « Pour nous, déclarait-il sur T.f.1, le problème est simple : c'est l'union de la majorité tout entière. » Un problème tout simple, en effet ! ●

La mémoire courte

C'est Pétain qui disait avec mépris que les Français avaient la mémoire courte. Les gaullistes l'auraient-ils aussi en ce qui concerne leur appréciation sur le candidat finissant, nous la leur rafraîchissons

PAR PAUL LEDUC

LES téléspectateurs sont un peu las de la programmation de ces vieilles pièces déjà diffusées plusieurs fois. La reprise, entre les deux tours, de la célèbre tragi-comédie « Je t'aime - Moi non plus » avec Giscard et les leaders gaullistes dans les rôles principaux pourrait cependant les distraire tant ces derniers mettent de cœur dans leur volonté de rejeter le sortant.

Ce n'est certes pas d'aujourd'hui que date l'animosité des fidèles du Général envers celui qui, du sein même de la majorité, l'a éliminé au référendum de 1969. Déjà en 1974, en se référant à cet épisode, Jacques Chaban-Delmas disait : « Valéry Giscard d'Estaing n'a pas titre pour continuer dans la ligne tracée par le général de Gaulle. » Et le 15 avril 1974, Alexandre Sanguinetti déclarait, avec le ton direct qu'il prisait : « Quand on défend les principes et les objectifs gaullistes, il est difficile de se retrouver ensuite dans le camp de Giscard d'Estaing. » A quoi Gilles Grandval ajoutait le 5 mai 1974 : « Innombrables sont ceux qui au deuxième tour, s'ils n'avaient plus le choix qu'entre le danger de la gauche et la trahison de la droite, entre la Résistance et Vichy, n'hésiteraient pas. »

Jean-Marcel Jeanneney montrait alors la même détermination : « Si Jacques Chaban-Delmas est distancé par Giscard d'Estaing au premier tour, le temps sera venu, pour tous ceux qui croient que de grands changements sont indispensables à la justice et à la paix sociale, d'aller renforcer le vaste rassemblement de la gauche bien résolus à y défendre du dedans, aux côtés des socialistes et des radicaux, l'héritage sacré des libertés. » Même Alain Peyrefitte semblait à cette époque plus clairvoyant puisqu'il déclarait (23.04.74) « V.G.E. est le symbole de la droite réactionnaire. »

A n'en pas douter, les responsables du R.p.r. estiment qu'il convient de distinguer entre les torchons et les serviettes. Ainsi Chirac soulignait (le 6.04.79) que le « parti » giscardien (l'U.d.f.) « représente par ses composantes ce que de Gaulle et Pompidou ont toujours combattu ». Une formule plus douce mais dans la ligne de son sursaut du 6 décembre précédent : « Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. » Ce qu'Yves Guéna formulait ainsi (11.08.77) : « Comment voulez-vous que nous nous entendions avec les giscardiens qui trahissent une certaine idée de la France ? »

Chirac ne se fait d'ailleurs (27.03.79) aucune illusion sur les arrière-pensées du candidat sortant envers sa formation : « Dès le soir de la victoire (aux élections législatives de 1978) nous avons vu se mettre en route la machine à laminer le gaullisme. » Dans cet esprit, l'éditorialiste de « la Nation », Pierre Charpy, prophétise (11.12.79) : « Si les gaullistes acceptent d'être une force d'appoint pour le pouvoir actuel, il ne leur restera qu'à écrire leurs mémoires, qui ne seront pas des mémoires d'espoir. »

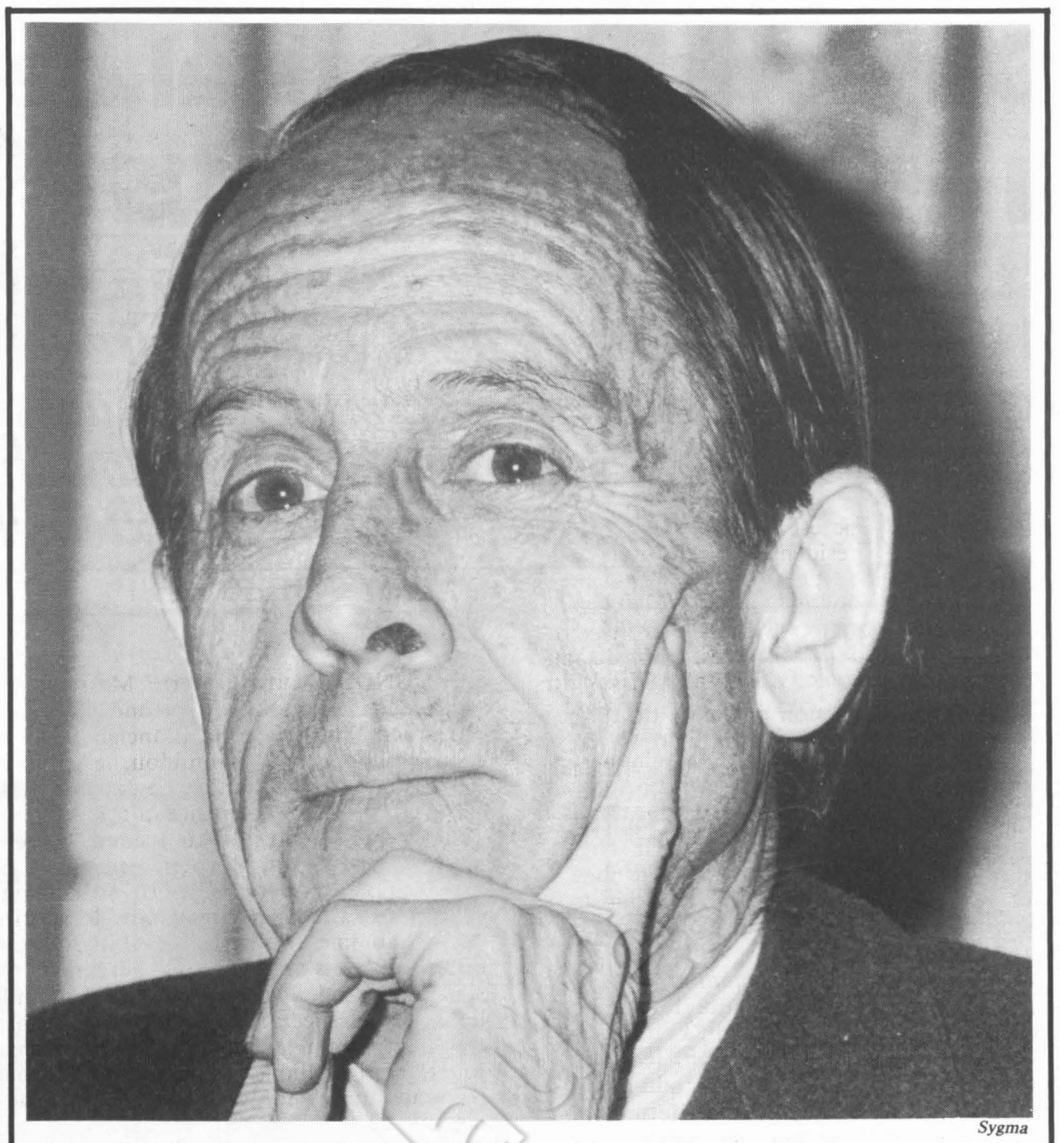
Aux yeux d'Alexandre Sanguinetti, Giscard n'obtenait pas davantage les circonstances atténuantes : « Le président de la République poursuit un dessein : restaurer le centrisme. Le centrisme c'est le renoncement national. » (14.11.78). Ou encore : « Etre gaulliste, c'est reconnaître le droit de refuser, de critiquer la politique du président. Je ne soutiens pas du tout l'action de M. Giscard d'Estaing. J'estime que sa politique conduit la France vers les malheurs. Il n'a pas l'étoffe d'un chef d'Etat. Son problème est que, contrairement à de Gaulle, il ne supporte pas la moindre critique. » (11.07.76).

En condamnant vigoureusement la politique de Giscard, les gaullistes ne défendent pas seulement leurs intérêts de parti mais s'inquiètent des conséquences de ces orientations pour la France. Au plan économique tout d'abord. « Nos performances économiques sur tous les points sont très médiocres, déclare Chirac (02.02.79) ; sur ce point je ne me dissocie pas de M. Mitterrand qui fait la même analyse, le même diagnostic. » Michel Debré n'en pense pas moins (05.11.80) : « On a promis vingt fois le bout du tunnel. On a promis vingt fois de conserver l'emploi. On a promis vingt fois la reconquête du marché intérieur. Et l'économie française s'enfonce. » Et d'ajouter (24.03.81) : « Je nie que les faillites en chaîne tiennent lieu de politique industrielle. Le chômage est la conséquence d'une politique erronée dans ses principes, détestable dans ses effets. » Faussement dubitatif, Chirac ironisait (14.03.81) : « Il est difficile d'imaginer qu'après sept ans de pouvoir, du jour au lendemain, le candidat Giscard d'Estaing trouve les solutions capables de résoudre le chômage et de redresser la situation. »

L'abandon des institutions de la Ve République au profit d'un présidentialisme musclé n'a pas davantage les faveurs des gaullistes depuis que ni le président ni le Premier ministre ne sont issus de leurs rangs. La situation difficile de sa formation a conduit Chirac (25.01.80) à un réalisme tardif : « Le contrôle parlementaire va s'étiolant et il est de plus en plus en usage au gouvernement d'imposer purement et simplement sa volonté dans des conditions que je n'ai connues ni du temps du général de Gaulle ni du temps de Pompidou. » Père de la Constitution, l'amer Michel Debré proteste (23.04.80) : « Ce que je considère comme une erreur de la part du président de la République, c'est d'avoir déformé les institutions en un régime présidentiel. » Plus crûment, Marie-France Garaud ne dit pas autre chose (07.12.80) : « La France a été davantage dirigée par un monarque élu pour sept ans que par un président soucieux de vérifier si ses choix avaient l'approbation de la Nation. »

S'il est un domaine où le gaullisme a donné son empreinte à la France, c'est bien à travers sa politique étrangère. Il ne faut donc pas s'étonner de la sévérité avec laquelle ses défenseurs jugent le candidat sortant. « Si la voix de la France n'a plus l'autorité que le général de Gaulle et Georges Pompidou lui avaient rendue, c'est à cause de cette politique, à cause de cette incapacité à avoir une idée ferme à soutenir, c'est à cause des concessions et des compromis permanents que nous acceptons au détriment de nos intérêts que nous ne défendons plus. » (Chirac, 11.03.81). Pour Bernard Pons (15.06.80), le bavardage présidentiel ne correspond pas aux décisions prises : « L'attitude qui consiste à faire passer notre indécision pour du sang-froid n'en est pas une. La France ne doit pas chercher ses inspirations à Washington ni céder aux intimidations de Moscou. »

Le bilan que tirent les gaullistes de cette politique est sans appel. « Les immenses difficultés qui vont suivre ce bilan négatif montrent à quel point il eût été préférable qu'il n'y ait eu ni pensée ni espérance de renouvellement du mandat du président » (Debré, 09.03.81). « Si Giscard nous dit qu'il faut continuer la politique suivie, nous disons : non, c'est un échec. S'il nous dit qu'il faut en changer, pourquoi le croire ? » (Garaud, 04.03.81). « Il faut changer la politique... Il sera difficile au R.p.r. de soutenir la candidature de V.G.E. au second tour. » (Pons, 12.07.80). Une fois n'est pas coutume, nous conclurons ce bref rappel par une citation de Chirac (06.03.81) : « Si l'on peut rendre à ce pays la confiance et l'espoir, fût-ce au prix de la défaite du président de la République, c'est l'intérêt de la France qui m'importe et non pas l'intérêt de tel ou tel homme, y compris le mien. » ●



Sygma

Un conseil venu "d'ailleurs"

PAR MICHEL JOBERT

IL était évident, dès avant le premier tour, que le deuxième tour placerait, face à face, Mitterrand et Giscard, et nul autre. L'échec de Giscard est patent : les associés même de sa majorité l'ont dénoncé avec quelle férocité, depuis des mois ! Ceux qui refusent de persister dans ces erreurs et ce truquage ont — ou n'ont que — l'autre solution : Mitterrand. Sauf à se réfugier dans l'expédient d'un bulletin blanc, vaine protestation inaudible, puisque ce bulletin est compté comme nul ! Voilà pour l'élémentaire arithmétique de l'élection.

Mais il y a le fond. *L'élection du 10 mai prochain consacrera, une fois de plus, les institutions de la Ve République. Nul ne conteste la règle républicaine. Elle s'applique pleinement. Il faut donc l'accepter pleinement. Sa finalité ne peut être de condamner une partie des Français à l'opposition perpétuelle et d'investir une autre partie d'un pouvoir perpétuel. La* possibilité *de l'alternance est une nécessité d'équilibre et de progrès pour la société française. Elle est, de surcroît, normale, institutionnelle. La refuser, c'est aussi refuser les institutions.*

Mais la présence d'un Parti communiste, soutenu par un électorat qui, depuis des années, a représenté entre 20 et 30 % des électeurs, fausse, pour de nombreux Français, ce raisonnement. Car l'idéologie communiste est antinomique de toutes les autres gestions démocratiques. Elle participe d'un autre monde.

Voilà pourtant qu'en quelques années notre paysage politique s'est considérablement modifié. Le Parti socialiste, qui était atteint de langueur, s'est ressaisi, au point d'être aujourd'hui et de loin la première force à gauche, voire dans le pays. Parallèlement, le Parti communiste, dont la vision par rapport à notre société est de plus en plus obsolète, piétine et vient de reculer spectaculairement. Le panorama a totalement changé. Avant-hier il contrôlait la gauche, hier il la paralysait, aujourd'hui il n'en est plus qu'un élément, important, mais non déterminant.

Cela, chacun peut le voir. Nonobstant, le candidat Giscard crie au collectivisme, dépeint un Mitterrand otage des communistes et évoque le grand soir, comme en 1936 ! C'est de bonne guerre et ça marche toujours plus ou moins ! Pourtant, se serait-il contenté de réussir, il n'aurait pas eu à recourir à ces poncifs d'une bien vieille politique.

Si l'on prend une vue plus exacte et moins partisane de l'évolution en cours, il faut constater ceci :

Si les Français élisent Mitterrand président de la République, ce sera par nécessité de changement, et nullement par choix idéologique. Pour que ce changement puisse intervenir, il faudra au nouveau responsable une diversité et une étendue des suffrages qui lui assurent la liberté d'agir. *Ceux qui le dénoncent, bien anachroniquement, comme prisonnier des communistes, devraient plutôt s'attacher à lui donner cette liberté. Plus ils seront nombreux à le faire, plus cette liberté sera évidente. Et ils le peuvent, à condition de ne pas se laisser effrayer par les croque-mitaines usés agités sous leurs yeux.*

Adossées l'une à l'autre, la droite et la gauche se partagent exactement les suffrages. L'une ayant démontré son incapacité à rassembler davantage de Français, l'autre doit aujourd'hui prendre les moyens d'y parvenir. Bien sûr, et heureusement, les points de départ et l'inspiration sont différents. Mais les Français éliront un homme qui leur apparaîtra, à eux, du juste milieu et capable d'aborder l'essentiel : c'est-à-dire le redressement du pays. Parce qu'il n'a pas su assurer ce redressement, Giscard s'est placé dans une position périlleuse. Si Mitterrand est investi le 10 mai prochain de la responsabilité de la France, ce ne sera pas pour faire triompher une idéologie, mais pour qu'une attitude neuve permette un large appui à la politique de redressement qui, de toute façon sera difficile à mener.

C'est pourquoi la volonté de rassembler est aujourd'hui impérative, bien au-delà du succès électoral. A elle seule, elle sera déjà un changement et seule elle assurera un avenir à celui-ci.

Tel est le conseil venu « d'ailleurs ! » ●



Du conseil général de la Nièvre à la France, il n'y a qu'un pas...

A ceux qui s'inquiètent de le voir "perdre du temps" dans la Nièvre, François Mitterrand répond : "La campagne électorale c'est aussi la vie des Français." Et justement, il prenait ce jour-là des initiatives importantes sur le plan énergétique pour son département... facilement extensibles à la France tout entière

PAR CHRISTINE COTTIN

« LA première session ordinaire de 1981 est ouverte ». Il est 11 h 30. A la préfecture de Nevers, ce 28 avril, à douze jours du deuxième tour, François Mitterrand vient de s'asseoir dans son fauteuil de président du conseil général de la Nièvre. Aucun impératif électoral n'a été jugé assez important par le candidat socialiste pour l'empêcher de remplir son mandat départemental.

Dans la grande salle de réunion, sous le regard de Marianne, il écoute les trente conseillers généraux présenter à tour de rôle les problèmes de leur canton. Ici, cent quarante habitants attendent une adduction d'eau. Là on veut empêcher la fermeture d'une classe. Là, encore, on espère une subvention exceptionnelle pour un club de gymnastique ou une aide pour les personnes âgées. Là, enfin, parce que les émissions radiophoniques de F.r.3-Bourgogne sont souvent inaudibles, on demande l'implantation d'une radio locale « Fréquence nivernaise ». C'est le département vu par le petit bout de la lorgnette.

A ceux qui s'inquiètent du temps réduit qu'il reste pour la campagne présidentielle, François Mitterrand n'hésite pas à répondre : « La campagne électorale, c'est, aussi, la vie des Français. Si on veut comprendre la France, il faut connaître la vie de ses habitants. Il faut passer du temps avec eux. On n'en passe jamais assez. »

Qui, d'ailleurs, oserait prétendre que les Français n'ont rien à gagner à écouter les Nivernais ? Ce jour-là, justement, François Mitterrand rend compte de la dernière étape d'un travail entrepris par le département sur les énergies nouvelles.



François Mitterrand à Nevers, mardi dernier.

Sygma

C'est au cours d'une session extraordinaire, le 16 décembre 1980, que le conseil général avait décidé de faire le point sur la situation énergétique de la Nièvre. A l'époque, une délibération à l'unanimité avait confié à Haroun Tazieff et à une équipe d'experts de recommée nationale le soin de mener à bien cette étude.

Premier résultat : la Nièvre possède aujourd'hui un inventaire extrêmement précis tant de ses ressources que de ses besoins énergétiques. Après enquête auprès des différents services départementaux (direction départementale de l'Agriculture et de l'Equipement, services des mines, observatoire de l'Insee, E.d.f.-G.d.f.), le conseil général connaît désormais pour chaque secteur les consommations actuelles en électricité, gaz naturel, gaz butane, charbon, fuel domestique ou lourd et bois.

Parallèlement, un recensement des possibilités pour la géothermie, l'hydraulique, l'énergie solaire et la biomasse a été réalisé. Enfin, on a chiffré les économies

Trente-cinq mille élus à fond dans la campagne

PAR ANTOINE BLANCA

« NOUS avons sans doute commis une erreur en 1974 : ne pas impliquer à fond nos élus en tant que tels dans la campagne. » Cette remarque, et sa teinte autocritique, a été souvent entendue dans les mois précédant la bataille présidentielle de 1981. Il fallait en tirer la leçon et rectifier en conséquence. C'est ce que les socialistes ont fait.

Dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale les partis frères socialistes et sociaux-démocrates s'appuient essentiellement sur l'organisation ouvrière (syndicats, coopératives mutuelles). En France, la Charte d'Amiens aidant, les choses en sont allées autrement. L'indépendance syndicale est revendiquée par toutes les centrales et le P.s. pour sa part respecte cette volonté.

En revanche, François Mitterrand devait pouvoir compter sur l'impressionnante implantation de son Parti dans les collectivités locales : communes, conseils généraux et régionaux.

La victoire de la gauche aux municipales en 1977 et les succès aux cantonales de 1976 et 1979 donnait en outre une dimension nouvelle à cette implantation.

Le P.s. dirige deux cent vingt communes de plus de dix mille habitants dont quatre-vingts en comptent plus de trente mille et treize plus de cent mille : Marseille, Besançon, Brest, Montpellier, Rennes, Grenoble, Nantes, Angers, Lille, Roubaix, Clermont-Ferrand, Villeurbanne et Limoges.

L'autre conséquence du scrutin de 1977 est l'active participation d'élus socialistes aux conseils municipaux des villes dirigées par un maire communiste : cent soixante-sept communes dépassant les dix mille dont soixante-dix en comptent plus de soixante-dix mille, sept plus de cent mille (Nîmes, Saint-Etienne, Reims, Le Mans, Le Havre, Amiens et Argenteuil). Enfin sept communautés urbaines sur neuf ont des présidents socialistes, de même que trente conseils généraux et huit établissements publics régionaux sur vingt-deux. Le P.s. compte mille soixante conseillers généraux.

Certes, personne ne doutait que chaque élu ferait son devoir de militant. Mais c'est un engagement d'un autre ordre qui leur était demandé : c'est en leur qualité d'élu qu'ils devaient faire campagne. Et là il y a toujours eu dans le passé un blocage qui pouvait se trouver aggravé par la présence d'un candidat communiste alors qu'il y a presque partout partage de responsabilités entre les deux grands partis de la gauche. Les socialistes ont souvent scrupule, surtout en tant que maires, à paraître utiliser leurs fonctions à des fins partisanes. Pourtant, alors que la campagne giscardienne s'est dès le début orienté vers la dénonciation du prétendu caractère aventuriste des propositions de François Mitterrand, sur le chaos qui résulterait de son élection, il était évident que les premiers magistrats qui administrent leur ville en gestionnaires compétents sans laisser pour autant d'être audacieux, pouvant faire preuve de résultats et de réalisation bien visibles, étaient les mieux placés pour faire publiquement justice d'une argumentation qui a trop souvent porté ses fruits.

Alors la mobilisation des élus socialistes une fois décrétée, le secrétariat national du P.s. et le F.n.e.s.r. se sont mis au travail. Marcel Debarge était chargé par la direction de la campagne de l'animation d'un groupe qui a pris, semaine après semaine, les dispositions qui s'imposaient : rédaction et diffusion d'un dossier comprenant



des lettres modèles à envoyer à différentes catégories de citoyens ; affiches avec photo de l'élu proclamant son soutien à François Mitterrand, argumentaires et brochures destinées à convaincre des maires et conseillers non engagés politiquement. Après le premier succès, celui des parrainages (certains maires paraissant vouloir céder à un sentiment de générosité, en l'occurrence bien inconséquent, en faveur des petits candidats), on a pu constater l'ampleur du travail réalisé par les élus socialistes. Les résultats en témoignent partout. L'existence d'une Fédération d'élus, présidée depuis novembre 1977 par Hubert Dubedout, aujourd'hui très active et bien adaptée pour mener à bien la mission qui lui a été confiée, a beaucoup aidé à provoquer l'élan nécessaire. Les travaux discrets mais réels et efficaces conduits par une trentaine de groupes spécialisés ont pu être utilisés dans les nombreux documents qui sont parvenus aux maires, conseillers généraux, conseillers régionaux, etc. Des informations parvenaient régulièrement à trois mille cinq cents responsables de la F.n.e.s.r. leur donnant informations et consignes.

Si les statistiques du ministère de l'Intérieur font apparaître le chiffre de près de cinquante mille conseillers municipaux se réclamant de l'étiquette socialiste, près de trente-cinq mille d'entre eux sont effectivement adhérents à la Fédération des élus. Leur rôle dans le combat décisif qui commence va être de toute manière déterminant.

Tout indique que la participation des élus socialistes et de milliers d'autres, républicains authentiques, est d'ores et déjà acquise dans cette phase de la campagne. Hommes et femmes bien connus de leurs concitoyens pour leur intégrité, leur attachement aux valeurs fondamentales de justice et d'égalité, leur engagement au côté de François Mitterrand, encore plus affirmé au lendemain du 26 avril, va encore accroître les chances du candidat du rassemblement populaire. ●



d'énergie possibles dans le domaine de l'habitat et du parc automobile. Ont également été évaluées les récupérations thermiques envisageables à partir des rejets industriels ou de la combustion des ordures ménagère. François Mitterrand l'a affirmé : « L'ensemble de ces données statistiques fera l'objet d'une première pbulication avant l'été ».

Grâce à cette approche scientifique, le conseil général pourra prendre un certain nombre de décisions concrètes et pratiques d'intervention dans le domaine énergétique. Il s'agira, à la fois, de mesures d'information, d'investissement et de subvention qui constitueront le premier plan énergétique départemental : « Ainsi, a souligné le président du conseil général de la Nièvre, nous voulons ouvrir une voie pour la France et montrer concrètement l'exemple d'une volonté politique de recherche de l'indépendance énergétique de notre pays par la diversification de nos ressources en ce domaine. J'ai déclaré à de multiples reprises que cette indépendance devait reposer sur une répartition plus harmonieuse des quatre grands domaines énergétiques : le nucléaire certes, parce que nous devons assumer l'héritage que nous n'avons pas choisi, mais dans une limite raisonnable parce que nous souhaitons maîtriser notre avenir. Et ne pas nous engager, après le tout-pétrole, dans une nouvelle impasse avec le tout-nucléaire :

• les énergies anciennes et nationales, avec la relance de notre production de charbon qui doit atteindre trente millions de tonnes en 1990, et dont nous avons, ici, dans la Nièvre, à Decize-la-Machine, un exemple de puits qui semble exploitable d'après les études supérieures du Bureau de recherches géologiques et minières ;

• les énergies renouvelables pour lesquelles les efforts entrepris restent trop timides, alors qu'elles pourraient satisfaire 10 % de nos besoins d'ici à vingt ans ;

• les économies d'énergies enfin, « gisement » d'énergie prioritaire par leur contribution rapide à l'indépendance nationale et qui sont d'autant plus à développer, qu'elles peuvent créer de très nombreux emplois.

Notre plan énergétique dans la Nièvre prouve que la réflexion, l'imagination et la démocratie sont finalement ce qu'il y a de plus riche dans notre pays ».

François Mitterrand a également confirmé que la mise en place d'un tel plan à l'échelon nationale ne pourrait se faire sans consultations référendaires au niveau municipal par exemple.

Du conseil général de la Nièvre à la France, il n'y avait qu'un pas. Que François Mitterrand entend bien franchir s'il est élu. Ainsi, cesserait, enfin, le divorce entre les promesses d'en haut et les réalisations sur le terrain. ●

Le monde du travail choisit son camp

PAR MICHELE KESPI

POUR les principales centrales syndicales, les choses ont été claires sitôt connus les premiers résultats. A la C.f.d.t., comme à la Fen ou à F.o., on s'est immédiatement réjoui du score de François Mitterrand et on a souligné, sous des formes diverses, l'immense espoir qui se levait.

Rue Lafayette, au siège de la C.g.t., l'ambiance, dimanche soir, était un peu différente. En dehors d'une prise de position officielle de Georges Séguy, il était impossible d'obtenir la moindre déclaration en attendant la commission exécutive du mercredi 29 avril.

Rue Cadet, où se trouvaient réunis dimanche soir les dirigeants cédétistes, chacun exprimait franchement sa satisfaction, son espérance en une victoire de la gauche. « Il y a une morale, songeait à haute voix Edmond Maire. Les travailleurs immigrés sont doublement menacés. Giscard d'Estaing a promis à ses électeurs qu'il en ferait partir plusieurs centaines de milliers, au moment même où, dans des communes populaires, des pressions s'exercent à leur encontre. Fort heureusement, ces pressions ont été désavouées par l'électorat ouvrier, nous espérons que le P.c. retiendra la leçon. » Sitôt connus les résultats, le secrétaire général de la C.f.d.t. en tirait clairement des conclusions : « La C.f.d.t. est satisfaite du score obtenu par l'ensemble de la gauche socialiste porteuse de libertés. Une profonde aspiration au changement s'est manifestée, dont François Mitterrand est porteur. Elire François Mitterrand, le 10 mai, c'et créer une situation bien plus favorable aux travailleurs, c'est leur offrir de bien meilleures conditions pour l'action syndicale. La C.f.d.t. appelle l'ensemble de ceux et de celles qui ont voté à gauche au premier tour à regarder l'avenir en face et à assurer le succès commun... » Le communiqué de la C.f.d.t. tombé à 22 heures le dit en toutes lettres : « Il faut changer de politique... Il faut changer de président. La voie sur laquelle François Mitterrand a publiquement promis de s'engager recoupe sur de nombreux points les propositions sur lesquelles la C.f.d.t. se bat depuis des années... Une période nouvelle peut s'ouvrir au soir du 10 mai... l'élection de François Mitterrand le 10 mai doit permettre de s'engager dans la voie du changement. »

Une prise de position qui est la conclusion logique des débats du bureau national des 22 et 23 avril. Lors de ces deux journées précédant l'élection, les participants ont clairement montré leur souhait d'une attitude claire pour le second tour. Les membres du bureau national, à l'unanimité, jugent leur organisation suffisamment indépendante pour se permettre ce type de choix. Et puis, comme l'explique très bien Albert Mercier, secrétaire national : « Les militants aspirent au changement. Ils viennent de vivre une période difficile : le manque d'espoir dans les négociations, le peu de perspective d'action dû à la crise, le constat de désyndicalisation... Un nouveau mandat dans les mêmes conditions les met au pied d'un mur difficile à franchir. »

Les militants cédétistes le savent : si Giscard est réélu, il sera aussi odieux durant son dernier mandat qu'il l'a été depuis sept ans. Les licenciements se poursuivront et les salariés, impuissants, continueront à vivre ce sentiment d'inexorabilité qu'ils commencent à bien connaître. Un sidérurgiste de l'Est, qui se bat dans sa région contre le déluge des fermetures d'usines, avoue son découragement : « Pour une boîte que l'on arrive à faire redémarrer, combien en laisse-t-on sur le talus... » Pour lui, comme pour la majorité des cédétistes, la cause est entendue : il ne faut pas que Giscard soit réélu, et ils adhèrent sans réserve au choix de leur confédération en faveur du candidat socialiste.

Dimanche soir, rue La Bruyère, dans les locaux de la Fen, André Henry ne dissimulait en rien son contentement. Dans la soirée, il déclarait sans ambages : « La Fen... sera naturellement conduite à marquer avec force sa volonté de changement. » Le lundi 27 avril, après la réunion de son bureau fédéral, la Fen publie un communiqué intitulé « Changer, pour une autre politique », dans lequel on lit : « Le scrutin du 26 avril montre que le changement est désormais possible et que le candidat de la gauche apparaît comme le candidat de l'espoir. » On ne saurait être plus net, même si, tradition syndicale oblige, le nom de François Mitterrand n'est pas prononcé.

André Henry a confirmé à « l'Unité » que la position de son organisation a toujours été claire. « Dès lors que nous disons que le candidat de la gauche est le candidat de l'espoir, peut-on imaginer que la Fen appellerait à voter pour un autre candidat que François Mitterrand ? Pourquoi une position si nette ? La Fen a toujours été dans le camp de ceux qui luttent pour une société de justice et de liberté. Nous avons constaté que plus de deux tiers des Français ont sanctionné le bilan du septennat. Cela traduit un mouvement très profond, qui signifie le rejet d'une politique injuste au service des intérêts capitalistes. Dans ces conditions, nous pensons que le changement est possible. Et nous disons, non seulement à nos adhérents, mais à toute l'opinion publique, à tous ceux qui sont sensibles aux problèmes d'éducation : le geste du 10 mai est décisif, il peut ouvrir la voie du changement pour une autre politique... D'un côté, nous avons une politique qui a fait les preuves de sa nocivité, une politique qui étouffe les chances de la jeunesse. De l'autre, nous avons une volonté claire de prendre en compte les besoins réels des jeunes pour leur permettre de maîtriser leur vie... L'enjeu du 10 mai est donc capital. »

Avenue du Maine, au siège de F.o., André Bergeron s'est refusé à commenter les résultats. Fidèle à sa tradition d'apolitisme, Force ouvrière a réuni sa commission exécutive nationale le mardi 28 avril, non pour prendre position dans la campagne, mais « pour préparer les initiatives que la confédération prendra dès l'élection du nouveau président ». André Bergeron a cependant déclaré à « l'Unité » : « F.o. maintient sa position traditionnelle de non-engagement dans les compétitions électorales. Cela dit, la confédération constate l'effondrement des voix communistes et le renforcement du P.s., renforcement dont elle se réjouit. »

Sur les quatre principales centrales syndicales françaises, trois ont donc immédiatement souhaité la victoire de la gauche. Certes, un Premier mai unitaire n'a pas été possible. La C.g.t. devait défiler l'après-midi de la République à la gare Saint-Lazare. La C.f.d.t. a organisé, comme l'an dernier, un meeting à la Bastille, où était présente une délégation de la Fen. F.o. a participé au traditionnel rassemblement devant le mur des Fédérés. Les demandes de la C.f.d.t. et de la Fen pour un Premier mai dans l'unité se sont heurtées au refus de la C.g.t. Refus motivé, selon l'union régionale C.g.t. d'Ile-de-France, par « l'alignement sur des positions de collaboration de classe » de la C.f.d.t. Les raisons de défiler seule, sont, on s'en doute ailleurs. Evidemment, la manifestation cégétiste se voulait « révolutionnaire ».

Commentaire d'André Henry : « La C.g.t. a préféré l'attitude de la division à celle de l'unité. Je pense qu'au fond d'eux-mêmes les travailleurs regretteront l'élan populaire qui aurait pu s'amplifier après les résultats du premier tour. » Albert Mercier pour sa part, lance un avertissement : « Nous ne tournerons pas la page comme cela. Même si la C.g.t. change tactiquement de position, nous ne recommencerons pas l'unité comme avant. Nous restons unitaires, mais en tirant les leçons de ce qui s'est passé, de la période que nous avons vécue... »

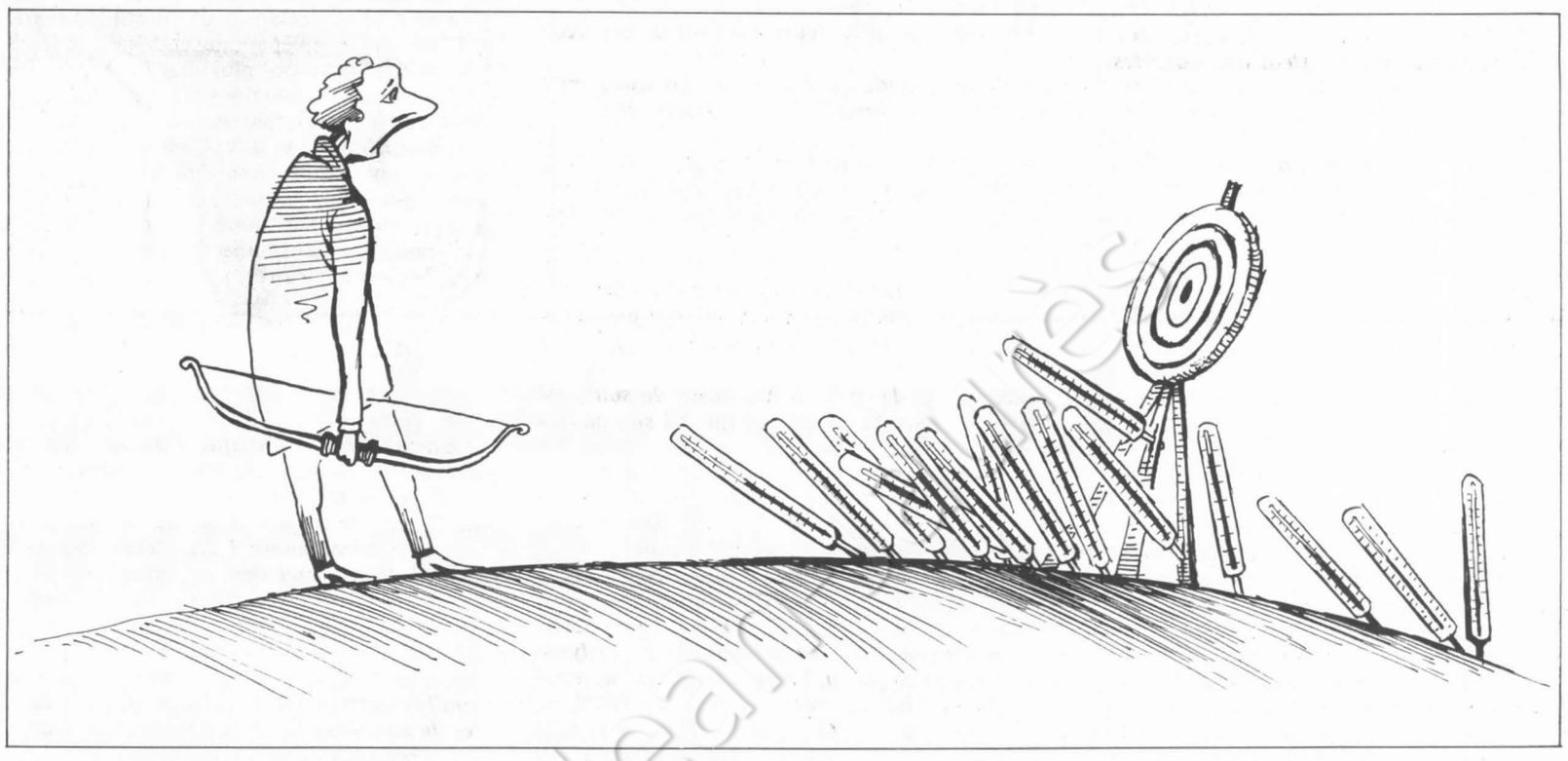
Vingt-quatre heures après le Comité central du P.c., la C.g.t., le Snesup et le Snes appelaient à voter François Mitterrand. ●



Sondages : ni Austerlitz ni Waterloo...

Les instituts de sondages sont déjà prêts à réviser leurs modèles et leurs systèmes d'analyse qui se sont révélés légèrement défaillants; les commentateurs devraient bien imiter leur modestie

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE



GARE aux ricanements, aux allusions perfides, aux jugements rapides sur le thème de la faillite des sondages. Les mêmes qui crient à la Beresina ne sont-ils pas justement ceux qui conçoivent les sondages comme des prévisions, des pronostics frôlant la magie ? Ils oublient un peu vite qu'une marge d'erreur de 2 % est communément accordée aux instituts. L'Ifop et la Sofrès ont au contraire une excellente réputation internationale pour la précision de leurs résultats.

Cela dit, les instituts n'ont pas tout à fait de quoi pavoiser à propos du premier tour de l'élection présidentielle. Si leurs analyses sur les intentions de vote se sont révélées très justes à propos des petits candidats et à propos de Giscard, elles sont plus sujettes à caution pour Chirac et carrément erronées sur le rapport Marchais-Mitterrand.

Le fameux « effet Chirac », qu'est-il devenu ? A noter d'abord qu'aucun institut n'a présenté Chirac avec un meilleur score que Mitterrand. L'utilisation par les stratèges du R.p.r. de la forte poussée chiraquienne dans les sondages pour prétendre accéder au deuxième tour ne relevait donc que de la campagne d'intoxication. De même, « l'effet Chirac » est plus une invention journalistique qu'une stricte création des sondages. Seule la Sofrès a un peu forcé la dose avec 19,5 % annoncés le 24 avril. Mais elle reste après tout dans les limites des 2 %. D'autant plus acceptables qu'à dix jours du scrutin un mouvement d'opinion défavorable à Chirac a bien pu se produire.

La sous-évaluation de Mitterrand et la surévaluation de Marchais, elles, relèvent vraiment de l'erreur d'analyse. Dans les derniers sondages publiés, l'Ifop créditait Mitterrand et Crépeau de 25,5 % des intentions de vote alors que le résultat a été de 28 %. Les autres instituts sont encore plus éloignés. Quant à Marchais, il bénéficiait une semaine avant le scrutin d'un bonus de deux à trois points.

L'effet « Saint-Guillaume »

L'effet « Saint-Guillaume » — du nom de la rue où siège l'Institut d'études politiques, Sciences-Po pour les intimes — est la cause de cette erreur. Le modèle des instituts de sondages, en particulier celui de la Sofrès, repose en effet sur le principe du manque de sincérité des réponses des sympathisants communistes lorsqu'on les interroge. Depuis 1945, les électeurs communistes ont tendance — du moins une importante partie d'entre eux — à se camoufler en électeurs socialistes. La « cuisine » des instituts consiste donc à rétablir cette tendance à l'aide de correctifs. Cette fois, il n'aurait pas été nécessaire de redresser la barre. Pourquoi ? Peut-être les sympathisants communistes éprouvent-ils moins aujourd'hui le besoin de se cacher.



En fait, la stabilité du comportement communiste a été ces dernières années une donnée de base pour les analystes. Personne, parmi les politologues ni dans les milieux proches des dirigeants, ne supposait possible un score si bas du P.c. Le conformisme rend aveugle : les mêmes sondages trahissaient pourtant la défection des sympathisants communistes, à travers quelques indices, en particulier le fait qu'un quart — parfois plus — d'entre eux déclarait souhaiter la victoire de Mitterrand. De même, personne ne remarquait les contre-performances de Marchais dans différentes questions : 4 % des personnes interrogées par la Sofrès estimaient en fin de campagne que Marchais « gagnait du terrain », et 42 % interrogées par Ifop qu'il « diminuait ses chances ».

Les sondages ont aussi démontré leur incapacité à juger des mouvements de dernière heure qui, cette fois, ont sans doute été favorables à Mitterrand. Mais il est normal qu'un sondage ne puisse prévoir ce qui se passe dans l'isoloir. La presse française a un peu trop tendance à le considérer comme un concours de pronostics alors qu'il ne sera jamais qu'une approximation de l'état de l'opinion publique à un moment donné. Le sondage est un outil d'analyse politique qui donne une idée de ce qui est en train de se passer, jamais de ce qui va se passer. Il permet ainsi de suivre l'évolution de l'opinion : tous les sondages ont remarqué la baisse de la cote de Giscard au cours des derniers mois.

Mais l'erreur consiste à réduire son analyse à la simple étude des tableaux d'intentions de vote. Les commentateurs se sont en général bien gardé de remarquer que la victoire de Mitterrand était souhaitée par de plus en plus de Français malgré un pronostic toujours favorable à Giscard : le nombre de ceux qui désirent l'élection de Mitterrand avait même, une semaine avant le scrutin, dépassé celui des partisans de Giscard, pour l' I f o p Et un mois avant pour la Sofrès.

Voilà qui aurait dû mettre la puce à l'oreille des éditorialistes. Comme aurait dû les intriguer l'intense participation aux meetings de Mitterrand. Pressés avant tout de constater la stabilité du paysage politique, ils ont préféré oublier que les mouvements d'opinion sont, en France, lents à se dévoiler. Les instituts de sondages sont déjà prêts au mea culpa, prêts surtout à réviser leurs modèles et leurs systèmes d'analyse. Les commentateurs de radio et de télévision devraient bien suivre cet exemple de modestie. ●

INTENTIONS DE VOTE ANNONCEES PAR L'IFOP ET LA SOFRES

	24-25 avr.	25 mars	11 mars	février	janvier	décemb.	novemb.	
Giscard	27,7 27,5	29 30	29	28 33	31 34	35	35 36	Sofres Ifop
Mitterrand	22 23,5	24 24,5	25	25 21,5	23 21	19	18 18	Sofres Ifop
Chirac	19,5 17	16 13	15	13 11	11 8	11	11 8	Sofres Ifop
Marchais	16,5 17	16,5 15	16	17 14	16 15	17	17 16	Sofres Ifop
Lalonde	3,5 4,5	3,5 5	3,5	3,5 5	3 5	3	4 6	Sofres Ifop
Crépeau	1,5 2	1 2	2	1,5 1	2 0,5	1,5	2 1	Sofres Ifop

Le second tour de passe-passe

PAR MAURICE SEVENO

LUNDI soir 27 avril 1981, le lendemain du premier tour de l'élection présidentielle en France, un quidam flâne du côté de la rue Cognaq-Jay à Paris. Bien qu'en retraite, il fleure bon le sable chaud cet ancien de la Légion. Attiré par les lumières des studios de la télé tout proches, le dénommé Pierre Messmer, car c'était lui, se retrouve in petto sur le plateau d'Antenne 2 où l'on prépare fébrilement le bulletin de propagande en faveur du président sortant.

Curieux de tout, l'ancien baroudeur s'intéresse si bien à cette guerre des ondes qu'on le convie à donner son avis sur les événements du jour :

« A propos Monsieur... comment dites-vous ? Messmer... c'est cela... alors en toute liberté, mais si, mais si, dites-nous votre choix pour le deuxième tour de ces élections qui se présentent très ouvertes... »

Messmer l'Africain se souvient l'espace d'une seconde qu'il a fustigé en son temps les débordements du citoyen-candidat sur son continent favori — avec sévérité et c'était justifié.

Mais aujourd'hui autant d'amabilité de la part de la télé du président vaut bien une concession aux principes et c'est d'un ton aimable et convaincu que, se contredisant à quelques jours d'intervalle, cet homme de fer au masque de velours, si ce n'est l'inverse, invite le bon peuple à voter pour son ennemi d'hier.

On a le pardon rapide au deuxième R.e.p.

Ce fait divers exemplaire cache difficilement un scandale permanent qui ne fait que s'amplifier durant les périodes électorales décisives comme celle de l'élection présidentielle : celui du système audiovisuel totalitaire de la Ve République qui n'a d'équivalent que dans les pays de l'Est.

Or donc le journal d'Antenne 2 commence ce soir-là avec la frimousse de son présentateur habituel qui lance un Jacques Chirac lui aussi brusquement rallié à son adversaire d'hier.

Gravement, avec solennité, Chirac (maintenant, Jacques Chirac est le seul à pouvoir battre François Mitterrand, vous vous souvenez, ça a déjà un sacré coup de vieux) annonce à son auditoire qu'il a lui aussi la mémoire courte et qu'il votera personnellement pour son frère ennemi en raison d'un prétendu choix de société : nous y voilà c'est reparti. Le chiffon rouge est de nouveau agité devant le bon peuple français que l'on continue du côté du Pouvoir à prendre pour des veaux. Le Parti communiste aura beau voir son score s'amenuiser en raison de ses propres erreurs, le spectre du collectivisme sera consciencieusement agité par tous les partisans du funambule de l'Elysée pendant près de quarante-cinq minutes, au cours de ce journal mémorable. Se succèderont ainsi François Ceyrac, le vieil épouvantail agité par les patrons, ce cheval de retour fourbu qu'est Chaban-Delmas (qui n'a pu empêcher François Mitterrand de battre Giscard dans sa ville de Bordeaux), Chirac bis avec la même déclaration qu'en début d'émission ce qui est proprement inouï, le dénommé Messmer déjà cité et « last but not least » le citoyen-candidat lui-même fringant et déjà reparti en campagne du côté de Dole assuré qu'il était que sa télé personnelle donnerait une amplification satisfaisante à ses propos inquiétants. Enfin pour donner le change on cita un syndicat favorable à



François Mitterrand que l'on montra lui-même brièvement au cours d'une réunion informelle au siège du Parti socialiste.

Pendant le même temps France-Inter diffusait un véritable bulletin de propagande en faveur du président sortant sur le thème du collectivisme.

A la même heure T.f.1 n'était pas en reste.

Et cela va durer deux semaines.

Jacques Fauvet directeur du « Monde » écrit dans l'éditorial qu'il signe dans son journal daté du mardi 28 avril : « ...en attendant et quoi qu'on en dise le pays demeure bel et bien coupé en deux. L'état de l'esprit public le veut autant que le mode de scrutin. Raison de plus pour que dès aujourd'hui les moyens d'information, surtout audiovisuels, accordent, sans attendre la campagne officielle, une place rigoureusement égale aux deux candidats du second tour. Au nom de la liberté ».

Vœu pieux cher Jacques Fauvet !

Les médias audiovisuels espèrent bien offrir ainsi un bonus au président sortant (et infliger un handicap à François Mitterrand).

Faisons confiance aux Français pour savoir lire entre les lignes... de leurs récepteurs. ●

LE SCRUTIN DANS LES DOM-TOM

Franchement scandaleux...

PAR EMMANUELE PLAS

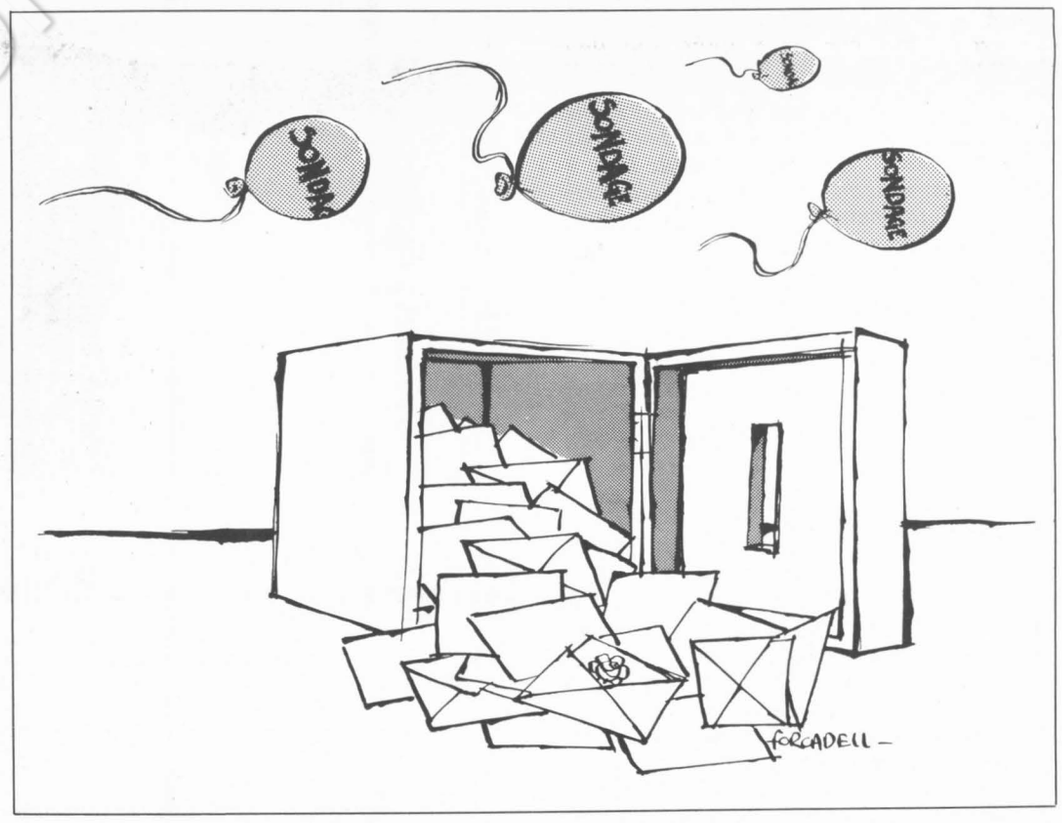
AUX Dom-Tom, le feuilleton de la manipulation (voir « l'Unité » nº 418) continue. Voici quelques exemples parmi d'autres des pratiques bien peu morales du candidat sortant :

— En Guyane et en Guadeloupe, Giscard, qui avait fait éditer des cassettes personnalisées pour chaque département ou territoire, s'est servi de F.r.3 — alors que la campagne était déjà ouverte — pour les diffuser. Mieux encore : F.r.3 Polynésie a diffusé la cassette avec à l'écran la photo officielle du chef de l'Etat. Toujours mieux : F.r.3 Polynésie a rediffusé la même cassette, sur la même image, mais cette fois la cassette était traduite en tahitien. La Commission de contrôle n'a pas réagi, semble-t-il, alors que cette même commission avait refusé à Joseph Franceschi, délégué national du Parti socialiste aux Dom-Tom, que les émissions radiodiffusées soient traduites dans les langues locales.

— En Martinique, la caisse d'allocations familiales a distribué juste avant le 26 avril et toutes affaires cessantes les prestations pour lesquelles elle avait deux à trois mois de retard.

Et puis les populations locales ont eu bien des difficultés à faire la différence entre les ministres et les propagandistes du candidat Giscard : en Polynésie, Hoeffel, le secrétaire d'Etat aux Transports, a passé un peu de son temps à s'intéresser aux problèmes des transports maritimes et de la pêche, mais il a surtout consacré son séjour aux temples protestants de ces îles lointaines. Protestant lui-même, Hoeffel a raccolé les voix des fidèles et des pasteurs. Autre cas de figure, inverse exactement : Méhaignerie, le ministre de l'Agriculture, était allé à La Réunion en tant que propagandiste du candidat sortant. Mais il a passé son temps, non pas en réunions électorales, mais avec ou à côté du directeur de la direction départementale à l'Agriculture pour annoncer aux populations des aides gouvernementales aux agriculteurs et, même, le prix de la tonne de canne pour la prochaine récolte.

Côte information, à partir du 4 avril, dans l'île de La Réunion, les messageries Hachette n'ont plus distribué « Combat Socialiste ». A la télévision avec 90 % du temps d'antenne offert par les stations de F.r.3 au candidat sortant, on peut s'étonner que Giscard n'ait obtenu que 56,9 % des suffrages exprimés, au premier tour. Il faut croire que le matraquage quotidien du journal « France-Antilles » sur le thème « Si vous votez François Mitterrand, c'est l'indépendance, la misère » n'était pas encore suffisant. C'est en tout cas ce qu'en a déduit Giscard : au lendemain du premier tour, F.r.3 a expédié vers ses stations des Dom-Tom une émission de vingt minutes sur la soirée électorale du 26 avril : douze minutes étaient consacrées à Giscard et trente secondes à François Mitterrand ! ●



FRANÇAIS DE L'ETRANGER

...plutôt convenable

A la délégation aux Français de l'étranger du Parti socialiste, on ne cache pas sa satisfaction : « Nous étions très choqués ici, dit le délégué Guy Penne, que les Français à l'étranger participent si peu aux scrutins. Aussi, notre campagne a été fondée sur cette participation. En effet, aux élections européennes, seulement 44 % des électeurs inscrits avaient voté. Le 26 avril, ils étaient 75 %. Malgré le nombre encore insuffisant de bureaux consulaires (voir « l'Unité » nº 419). Le vote par procuration, quant à lui, inspire beaucoup de méfiance.

Le 26 avril, François Mitterrand a recueilli 18,33 % des voix. Alors qu'aux élections européennes, la liste socialiste n'avait recueilli que 12 % des suffrages des Français installés au-delà des frontières. Compte tenu du traditionnel réflexe légitimiste des Français qui vivent hors de l'Hexagone (le président de la République est le symbole de la France), les socialistes peuvent être satisfaits.

Pourtant, la campagne n'a pas été facile. La soumission à l'obligation de réserve favorise la dépolitisation de nos compatriotes. Et puis ils se sentent isolés. Ainsi, en Amérique du Nord, il n'est pas de bon ton que les ressortissants étrangers s'occupent de la politique de leur pays. Quant au Conseil supérieur des Français de l'étranger, il favorise les associations de joueurs de pétanque ou les associations régionales — surtout pas politiques ! — pour le plus grand profit du pouvoir en place. Les pressions ne sont pas étrangères non plus à cette autocensure des Français de souche lorsqu'ils vivent à l'étranger. Les fonctionnaires ressentent une menace pour leur poste et les entreprises ne se font pas faute de rappeler à leurs employés l'obligation de réserve « pour des raisons commerciales ». Au Parti socialiste, on considère que, que dans ces conditions, la présence de représentants de François Mitterrand dans 80 % des bureaux de vote est en soi une victoire.

Car en dehors des pressions, le candidat sortant s'est servi de sa position pour avoir accès, avant les délais légaux, au fichier des Français résidant à l'étranger. Côté publicité, le bulletin de l'union des Français de l'étranger de Bavière a publié, en dehors des dispositions légales, un placard publicitaire qui était un appel à voter Giscard d'Estaing. Le Parti socialiste, mais aussi Michel Crépeau et Jacques Chirac, ont protesté contre ces deux dernières combines du candidat de l'U.d.f. ●

E.P.

Changer la vie... culturelle

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

AOÛT 1980. A Latche, dans les Landes, deux hommes autour d'un magnétophone : François Mitterrand et Guy Claisse. Une longue conversation s'engage. Elle durera trois jours, à raison de quinze heures quotidiennes. Il en sortira un ouvrage parlé, puis écrit : « Ici et maintenant » (Fayard). Guy Claisse interroge : « Vous avez, depuis Epinay, assigné à l'action culturelle une place centrale. Je m'interroge cependant : un parti politique est-il bien qualifié pour conduire ce combat ? » François Mitterrand réplique : « Que serait le socialisme s'il ne prenait parti pour la victoire des forces de la raison et du cœur sur l'ignorance et l'insensibilité ? » Quelques instants plus tard, concret, il précise : « Alors que l'Etat dépense pour la culture à peine 0,50 % de son budget, le budget culturel des municipalités socialistes représente en moyenne 12 % de leur budget total. »

Avril 1981. A Paris, à deux pas de l'« Unité », un vieil ami comédien sort des locaux de son syndicat, le S.f.a. (Syndicat français des artistes-interprètes). Il m'apostrophe : « Hier, j'ai voté pour Mitterrand. Le 10 mai, je récidiverai. Mais, si tu le vois, Mitterrand, dis-lui bien que nous aussi, les artistes, on en a marre d'être au chômage ! Qu'est-ce qu'il va faire pour nous ? » J'ai ri : « C'est une excellente question ; je te remercie de me l'avoir posée ! » Ce cher vieux Jean-Pierre sait très bien pourquoi il est sans travail depuis des mois : les théâtres ferment, le cinéma et la télévision produisent de moins en moins, les troupes disparaissent, les gens ont de moins en moins d'argent pour aller au spectacle ; et la culture, comme au plus beau temps de la monarchie absolue, est en train de redevenir le domaine réservé de quelques privilégiés. Hémorragie chez les créateurs, hémorragie dans le public : il faut arrêter cette double saignée ! François Mitterrand l'avait dit dans une interview accordée à Catherine Clément, pour notre confrère « le Matin », le 10 octobre 1978 : « La culture est une des richesses les moins bien réparties, la preuve seconde de l'inégalité des conditions, le point final de la lutte des classes. On ne corrigera pas cela sans acte révolutionnaire. » Tout projet culturel est un acte révolutionnaire.

Août 1980. Guy Claisse : « Mais un projet culturel, qu'est-ce au juste ? » François Mitterrand : « Trois démarches inspirent le nôtre : la connaissance critique de l'état culturel du pays ; une éthique de vie fondée sur l'épanouissement matériel et spirituel de chacun ; un plan de changement capable d'englober l'éducation, l'information, la science, l'art... » La connaissance critique de l'état culturel du pays ? Depuis sept ans, dans ces colonnes, nous avons alerté sur les assassinats commis par le giscardisme : abandon de l'O.r.t.f., dérive de la Cinémathèque, mise aux oubliettes de la décentralisation dramatique, libération mortelle du prix du livre, taxation excessive du disque et du cinéma, désengagement de l'Etat au détriment des collectivités locales, « lâchage » de la lecture publique et du Centre national des Lettres, transmission de certaines tutelles aux industries privées, entretien délibéré de la pauvreté, régression continue du budget culturel de l'Etat, promesses non tenues, étranglement financier de multiples associations et établissements, misère de la création, etc. Bilan désastreux en forme de faillite absolue (voir notre dernier numéro).

Une éthique de vie nouvelle ? L'épanouissement matériel et spirituel de chacun ? Les conditions en sont inscrites en creux dans le « Projet socialiste » : donner du travail et des loisirs à chacun, réduire le temps de travail de tous, démocratiser la vie quotidienne en donnant des lieux et des temps de parole à tout le monde, tout cela revient obligatoirement à faire accéder le plus grand nombre à la culture. Cette culture n'a pas à être octroyée par l'Etat : le fameux « supplément d'âme » promis par le rêveur Malraux... Au contraire, il appartient à chacun de prendre sa culture où il le veut : autogestion plutôt qu'étatisme ! Encore convient-il qu'il y ait quelque chose à prendre, que la vie culturelle du pays soit autre chose qu'une réserve regroupant quelques « espèces » artistiques ou scientifiques en voie de disparition...

D'où : plan de changement. Connaître les besoins, ceux d'un peuple et de ses créateurs. Les recenser et fournir des moyens pour les satisfaire. Jusqu'en 1972, le Parti communiste a pratiquement été le seul parti politique à réfléchir à cette délicate question de l'action culturelle. Il a abondamment récupéré (notamment les réflexions de Jean Vilar), phagocyté tous azimuts, théorisé, pour ne pas dire « jdanovisé ». Occupant un terrain abandonné par le reste de la gauche, il s'est présenté comme le seul défenseur des créateurs. Aujourd'hui, les choses ont changé : les dirigeants communistes ne soutiennent plus aussi clairement les créateurs ; en retour, artistes et créateurs ont cessé en masse d'être des « camarades » ou des « compagnons de route » ; on l'a bien vu quand Georges Marchais a voulu publier, il y a quelques semaines, une liste de soutien à sa candidature : hormis l'indécrottable Aragon, ce sont surtout les absents qui ont brillé...

Changement à vue, changement éclatant : artistes et intellectuels sont passés avec œuvres et espoir du côté de François Mitterrand. Explication simple : depuis 1972, le Parti socialiste a progressé à pas de géant sur le terrain culturel. Il avait d'abord démarré lentement : création, au lendemain du Congrès d'Epinay, d'un secrétariat national aux Affaires culturelles ; puis, en 1974, transformation de ce secrétariat aux Affaires culturelles en secrétariat à l'Action culturelle. Mais, depuis deux ans, la Délégation nationale à la Culture, sous l'impulsion de Jack Lang, a multiplié les rencontres, les débats, les séminaires de réflexion. Le 19 mars dernier, lors du Symposium pour la science et la culture, organisé par le Parti socialiste à l'Unesco, François Mitterrand a pu faire ce constat : au cours de la seule année 1980, « interrogeant les autres, sollicitant le concours de leur imagination critique », le P.s. a organisé sept colloques sur l'environnement et le cadre de vie ; une manifestation sur le thème « Sauvons les cinémas nationaux en Europe » ; un symposium sur le livre et la lecture publique ; une réunion nationale sur « les élus locaux et la création » ; un congrès international sur la culture méditerranéenne ; une table ronde nationale sur l'éducation musicale ; une réunion internationale sur la biologie.

Changement sans équivoque : dans le temps où se menait cette réflexion, les élus socialistes se sont colletés sur le terrain avec l'action culturelle, avec les créateurs, avec les praticiens de l'art, de la science et de la vie associative. Changement historique : du temps de la S.f.i.o., comme me le confiait récemment un de nos plus grands metteurs en scène, « on ne voyait pas très bien, localement, quelle différence il y avait entre une politique culturelle de droite et une politique culturelle socialiste » ; aujourd'hui, les créateurs les plus heureux et les plus libres sont ceux qui ont à faire à des élus socialistes. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, ici ou là, des conflits, des contradictions vives, voire des échecs. Mais, et c'est ce qui est vraiment nouveau, il y a débat entre hommes politiques et hommes de culture ; il y a échange, il y a confrontation à propos de l'action à mener, à propos des créations à faire naître. Aujourd'hui à Avignon, à Grenoble, à Lille, à Mâcon, à Villeneuve-d'Ascq, à Villeurbanne. Demain ailleurs.

Ailleurs, c'est-à-dire à travers tout l'Hexagone. Ailleurs, après le 10 mai 1981. Ailleurs, si le « plan de changement » peut être mis sur le métier entre toutes les parties concernées, puis mis en œuvre sur le terrain au bénéfice de tous. Ailleurs, si l'Etat peut renforcer par sa contribution et ses moyens le dialogue et l'action déjà menés conjointement par des « cultureux » et des élus municipaux, départementaux et régionaux. Ailleurs, si le peuple a enfin son mot à dire et sa culture à prendre...

Mai 1981. « Le budget des menus plaisirs », comme l'appelait ironiquement Jean Vilar, pourrait enfin devenir « le budget du plaisir de vivre ». Parce que « changer la vie » c'est aussi et d'abord changer la vie culturelle. ●



Pascal Lebrun

Mars 1981, le symposium pour la science et la culture à l'Unesco.

"Un plan de changement" pour la culture et la science

"Si demain je suis élu président de la République..."
François Mitterrand

A. Les initiatives décisives

1. Elaboration d'un Pacte national pour la culture.

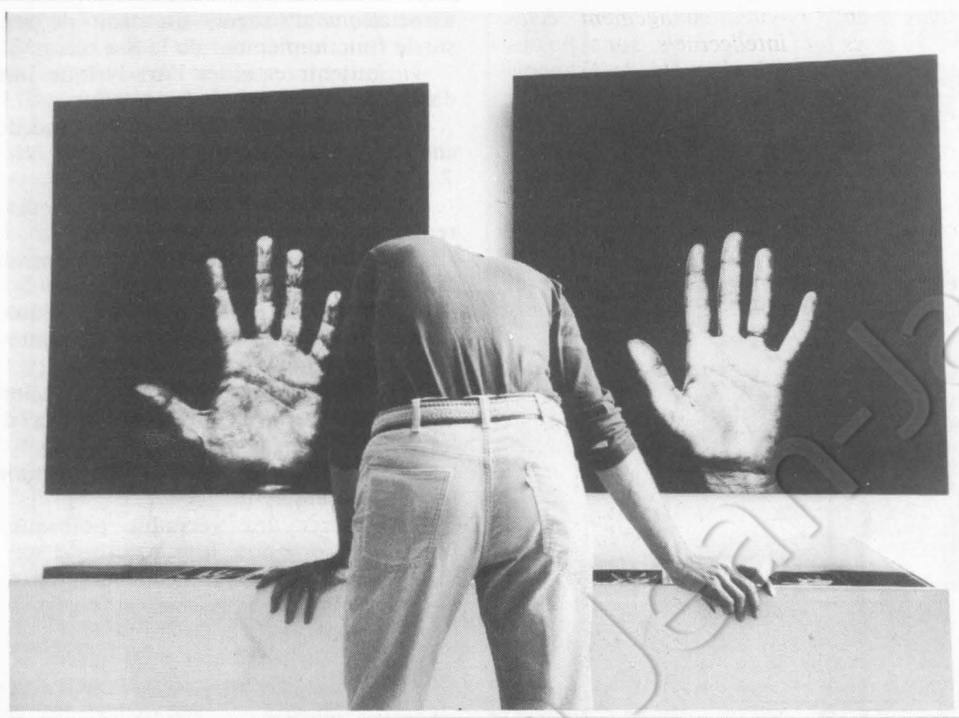
François Mitterrand : « Pacte solennel de nos engagements mutuels, il sera le fruit de la consultation de l'ensemble des professions intellectuelles, qui établiront leurs « Cahiers de désirs et de propositions ».

2. Création d'un Conseil national pour la science et la culture (directement rattaché à la présidence de la République).

François Mitterrand : « Les caractéristiques de ce Conseil national seraient d'être permanent, transdisciplinaire et international. Il se fixera trois missions. La première : ausculter, radiographier, comprendre notre temps. Ce sera un observatoire du monde. La seconde : imaginer les solutions de notre futur. Ce sera un laboratoire d'idées. La troisième : informer le plus large public possible. Ce sera un informateur du peuple. »







Viva



Viva

Pascal Lebrun



Pascal Lebrun

B. Les grandes lignes

François Mitterrand :

« Notre projet : redonner l'appétit de vivre.

Vaincre le chômage. C'est un changement culturel qui passe lui-même par un changement de politique culturelle.

La clef de voûte d'une autre politique : trois maîtres mots ; trois commandements ; un triptyque dont chaque élément commande les deux autres : réensemencer, décentraliser, créer. »

1. Réensemencer :

— Multiplier l'effort national ;

— Adopter une grande loi-programme sur l'éducation artistique et technique ;

— Développer une politique de la lecture publique ;

— Mener une politique audacieuse des programmes télévisés ;

— Ouvrir largement les portes de l'école aux artistes et aux techniciens.

2. Décentraliser :

— « Déversailliser » l'action culturelle et la création dans toutes les disciplines ;

— Affecter de vrais moyens de production, dans chaque région, à des télévisions et des radios vraiment décentralisées ;

— Implanter à travers tout le territoire une multitude de foyers de création et d'instituts de recherche.

3. Créer :

— Attribuer de vrais moyens aux créateurs ;

— Multiplier les sources de financement et de décisions ;

— Prendre de vitesse les multinationales de l'audiovisuel et s'emparer des techniques avant qu'elles ne s'emparent de nos consciences ;

— Mettre en chantier des réalisations de référence : création d'une Cité internationale de la musique, d'une Ecole européenne de cinéma, d'une Ecole européenne du chant, d'une Académie franco-latine, d'une Exposition nationale pour le bicentenaire de la Révolution française, etc...

C. Les réformes concrètes

1. La création :

a) Le rôle de l'Etat :

— Garantir les conditions financières de la création : consacrer au moins 1 % du budget de l'Etat à la politique culturelle ; mettre en place un fonds d'aide à la création littéraire et artistique ;

— Favoriser le pluralisme, la connaissance et la diffusion des cultures minoritaires ;

— Etablir un statut des créateurs et des artistes ;

— Créer une banque du livre ;

— Rénover le service public de la radio-télévision ;

— Mettre les nouvelles techniques au service de la culture ;

— Participer au financement d'établissements à vocation régionale et au financement de projets d'implantation d'équipes de création à travers les provinces.

b) Le rôle des villes :

— Défendre et promouvoir la création, qui est un rempart contre la banalisation culturelle, qui est porteuse d'utopie ;

— Mettre la création en relation avec les autres domaines de l'activité humaine (la science, le patrimoine, l'aménagement, etc.) ;

— Garantir la liberté absolue de création et le pluralisme des modes et des formes de création ;

— Garantir l'indépendance des créateurs ;

— Soutenir financièrement la création (aide à la création, construction de lieux de création, etc.).

— Implanter des créateurs sur tous les terrains, sans oublier, notamment, le milieu rural, les villes nouvelles et les banlieues ;

— Aider les médiations entre la création et le public, les liaisons des créateurs avec la vie associative, le milieu scolaire, le socio-culturel, les comités d'entreprise, les amateurs, etc.

— Travailler en liaison avec les autres collectivités locales (départements et régions) pour mieux soutenir la création.

2. L'audiovisuel :

a) Radio et télévision :

— Réhabiliter la notion de service public ;

— Régionaliser et décentraliser ;

— Créer une société de radio et une société de télévision dans chaque région ; assurer la coordination entre régions à travers des C.r.r.t. (centres régionaux de radio-télévision) ;

— Encourager la production régionale ;

— Donner le droit d'émission à des radios locales à but non lucratif ;

— Autoriser et réglementer la C.b. (Citizen band) ;

— Contribuer à l'expression de voix et de cultures différentes.

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

b) Les communications :

— Assurer l'expansion du secteur et éviter qu'il ne tombe entre les mains de capitaux étrangers ;

— Définir des missions précises et exigeantes ;

— Récupérer au bénéfice du service public l'utilisation du « 3e canal » ;

— Donner la priorité aux programmes ;

— Associer certains organes de presse au développement des programmes ;

— Définir les droits du citoyen, des usagers et des professionnels en matière de communications ;

— Garantir juridiquement la liberté d'expression et le pluralisme.

3. Le livre et la lecture publique :

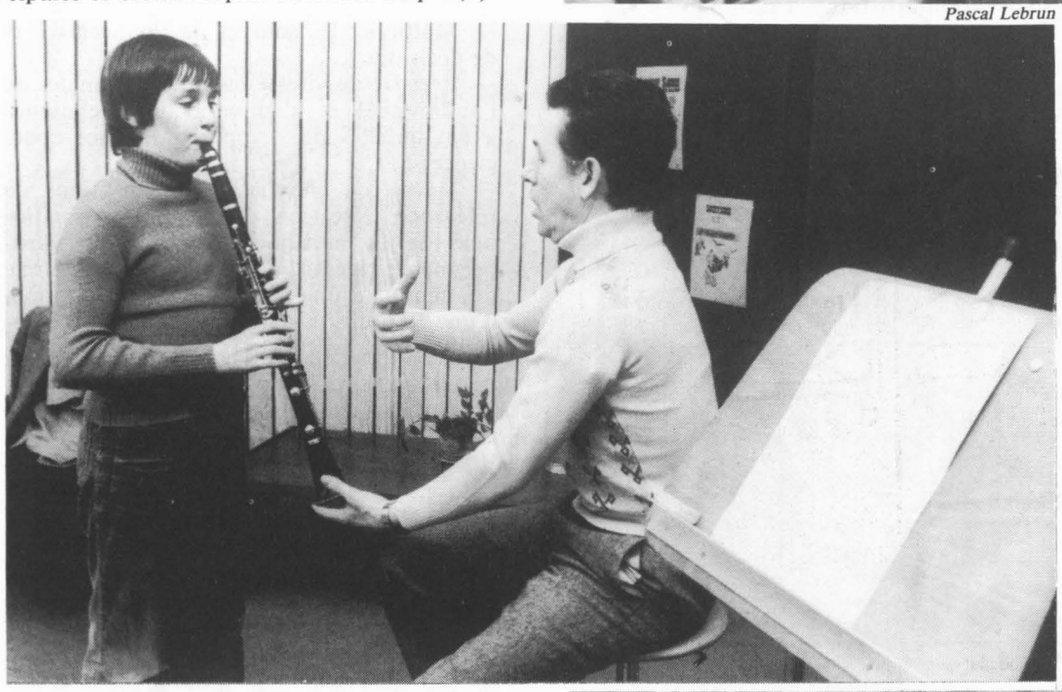
Neuf propositions :

— Abroger l'arrêté Monory libérant le prix du livre ; le remplacer par l'institution du prix unique du livre ;

— Mettre en place un plan de sauvetage pour les bibliothèques (bibliothèques municipales et bibliothèques centrales de prêt) ;



Pascal Lebrun



— Soutenir la création littéraire : créer un Centre national des arts et lettres ; aider les créateurs (bourses, maisons d'écrivains, soutien des collectivités locales) ; faire verser intégralement la taxe de reprographie au C.n.a.l. :

— Favoriser le pluralisme de l'édition ;

— Sauver le réseau des libraires ;

— Organiser une distribution rapide et efficace ;

— Informer (les professionnels, les lecteurs, les enseignants) ;

— Assurer la présence du livre à l'école ;

— Favoriser l'intervention des collectivités locales en faveur du livre et de la lecture.

4. Le cinéma:

— Remettre en question les cinq monopoles de fait (monopole du cinéma américain, exercice de la puissance publique sur le régime de l'aide et de la réglementation du prix des places, monopole de la diffusion par les circuits et la télévision) ;

— Transformer le fonds de soutien ;

— Faire prendre en charge par l'Etat le financement de l'Idhec et du Centre national de la cinématographie ;

— Réévaluer les aides à la production ;

— Faire participer la télévision au compte de soutien du cinéma ;

— Revaloriser le montant des droits de diffusion des films à la télévision ;

— Renforcer l'aide sélective aux courts métrages, aux films d'art et d'essai, aux salles d'art et d'essai, aux ciné-clubs ;

— Augmenter le volume et le nombre des avances sur recettes ;

— Contrôler le prix des places ;

— Mettre en place et développer un quatrième réseau de distribution (en dehors des circuits Gaumont-Pathé, U.g.c. et Parafrance), articulé autour des salles indépendantes d'art et d'essai et des salles municipales ;

— Créer une caisse centrale des recettes ;

— Reconquérir pour le cinéma un public populaire dans les banlieues, les petites villes et les zones rurales ;

— Mettre en place une véritable formation professionnelle ;

— Introduire de manière décisive le cinéma à l'école ;

— Mettre en valeur le patrimoine cinématographique.

5. Le patrimoine :

— Animer plutôt que se contenter de conserver ;

— Mettre le patrimoine en relation avec la création ;

— Etendre la notion de patrimoine, au-delà des beaux-arts, à tous les biens naturels (minéraux, végétaux, animaux, écosystèmes), à tous les biens culturels, scientifiques et techniques ;

— Protéger toutes les créations naturelles (sites, gisements, espaces, espèces) et humaines (œuvres, construction, fabrications) ;

— Rendre le patrimoine vivant.



Pascal Lebrun

6. La musique:

a) L'enseignement

— Donner une formation pédagogique musicale aux instituteurs et institutrices ;

— Introduire l'enseignement musical dans tout le secondaire, classes du technique comprises ;

— Augmenter la part de l'Etat dans le financement de l'enseignement spécialisé (conservatoires, écoles municipales) ; multiplier la part actuelle par dix ;

— Faire accéder tous les enfants à la musique ;

— Revoir les limites d'âge actuelles qui restreignent l'accès des jeunes et des adultes à l'enseignement spécialisé ;

— Organiser un système pédagogique « à double détente » : pour les futurs professionnels et pour les amateurs.

b) La diffusion des œuvres et la création :

— Augmenter le nombre des concerts et des représentations lyriques ;

— Créer des lieux adaptés à la musique, ues auditoriums, des salles de répétition ; multiplier les équipements :

— Ramener progressivement le taux de la T.v.a. sur les disques à 7 % ;

— Créer des orchestres symphoniques dans les neuf régions qui en sont encore dépourvues ;

— Assurer le plein-emploi des professionnels ;

— Multiplier les centres de recherche ;

— Favoriser le dialogue entre les créateurs, les musiques et les publics ;

— Donner une plus grande et plus juste place à la musique dans les programmes des radios et des télévisions par l'établissement d'un véritable cahier des charges ;



Viva

radio et à la télévision : multiplier les coproductions et les retransmissions ; produire des émissions d'information et de formation ; faire découvrir de nouveaux auteurs.

8. Les arts plastiques :

— Augmenter les crédits d'acquisition d'œuvres ;

— Diffuser, faire circuler les œuvres ;

— Utiliser la télévision, les vidéocassettes et les vidéodisques dans un but éducatif ;

— Multiplier la construction d'ateliers d'artistes ;

— Introduire définitivement l'éducation plastique à l'école et au lycée ;

— Sauver les écoles d'art menacées ; augmenter la part de l'Etat dans le financement de ces écoles ;

— Protéger les créations et les créateurs du pays contre « l'atlantisme culturel » ;

— Donner à l'Etat, aux syndicats et aux associations d'usagers un droit de regard sur le fonctionnement de la S.a.c.e.m. ;

— Soutenir et aider l'art lyrique jusque dans les provinces ;

— Prendre en compte le domaine de la chanson.

7. Le théâtre :

— Faire du théâtre un des moteurs du renouveau de l'action culturelle ;

— Maintenir et renforcer la décentralisation ;

— Assurer le renouvellement des talents et des expressions ; ne pas se contenter d'aider les seuls créateurs confirmés ;

— Arrêter la désertification des régions ;

— Aider les créateurs à s'installer dans les villes et les régions ;

— Implanter des compagnies permanentes sur l'ensemble du territoire ;

— Relancer une véritable politique de festivals ;

— Donner une place au théâtre à la

— Refondre la politique du 1 %, l'étendre en l'appliquant à l'ensemble des constructions publiques et à la totalité du financement des bâtiments ;

— Associer l'artiste-plasticien à l'architecte dans la conception même des bâtiments.

9. La science :

— Porter l'effort national de recherche à 2,5 % du produit national brut à l'horizon 1985 ;

— Promulguer une loi-programme de cinq ans ;

— Briser l'isolement de la recherche ;

— Cultiver le goût de la recherche ;

— Etablir un nouvel équilibre entre recherche fondamentale et recherche appliquée ;

— Créer un grand ministère de la Recherche ;

— Associer la recherche et l'industrie, rationaliser leurs relations ;

— Assurer la participation de la recherche à la stratégie de reconquête du marché intérieur ;

— Organiser l'information scientifique du pays ; établir de nouveaux programmes scientifiques européens ;

— Mettre la recherche au service de nouveaux modes de relations avec les pays du tiers monde.

N.B. : *Les différents chapitres de ce plan ont été développés en diverses occasions et en divers lieux. On peut donc se reporter à différents documents :*

— Le livre de François Mitterrand « Ici et maintenant » : il vient de paraître en Livre de poche.

— Le discours de François Mitterrand à l'Unesco : il a été publié dans un numéro spécial du « Matin » intitulé « François Mitterrand vu par » (en vente dans tous les kiosques).

— Un article de François Mitterrand titré « Il faut rendre l'audiovisuel aux citoyens » a paru dans « les Nouvelles littéraires » en date du 15 avril 1981.

— « Communes de France » a édité un document, rédigé à partir des travaux du Colloque de Valence : « le Livre et la lecture, une autre politique » (à commander à « Communes de France », 12, cité Malesherbes, 75009 Paris).

— On trouve dans le nº 181 de « Communes de France » (novembre 1979) un article de Nicole Tuffelli intitulé : « Bondy, Cachan et Saint-Gratien, trois exemples d'animation cinématographique ».

— Dans le numéro 13 de la Revue « CinémAction » (hiver 1981) un dossier de René Pradal étudie les propositions du Parti socialiste dans le secteur du cinéma sous le titre « les Jeux de l'argent et du pouvoir dans le cinéma français ».

— Le numéro 1854 du « Nouveau Film français » (17 avril 1981) a publié « Cinq Monopoles à remettre en question », article de François Mitterrand.

— Au sommaire du « Monde de la musique » d'avril 1971 figure un article de François Mitterrand sur le musique : « Douze Millions d'enfants qui attendent ».

— « Communes de France » est l'éditeur du document issu de la Rencontre de Grenoble : « l'Education musicale ; pour une autre politique ».

— « Le Matin », dans ses numéros des 21, 22 et 23 avril 1981, a publié les propositions du candidat François Mitterrand sur les questions du livre, de la musique, du théâtre et des arts plastiques.

— La Délégation nationale à la culture du Parti socialiste rendra publique prochainement les conclusions de la Rencontre de Rennes organisée sur le thème « la Création artistique dans la cité ».

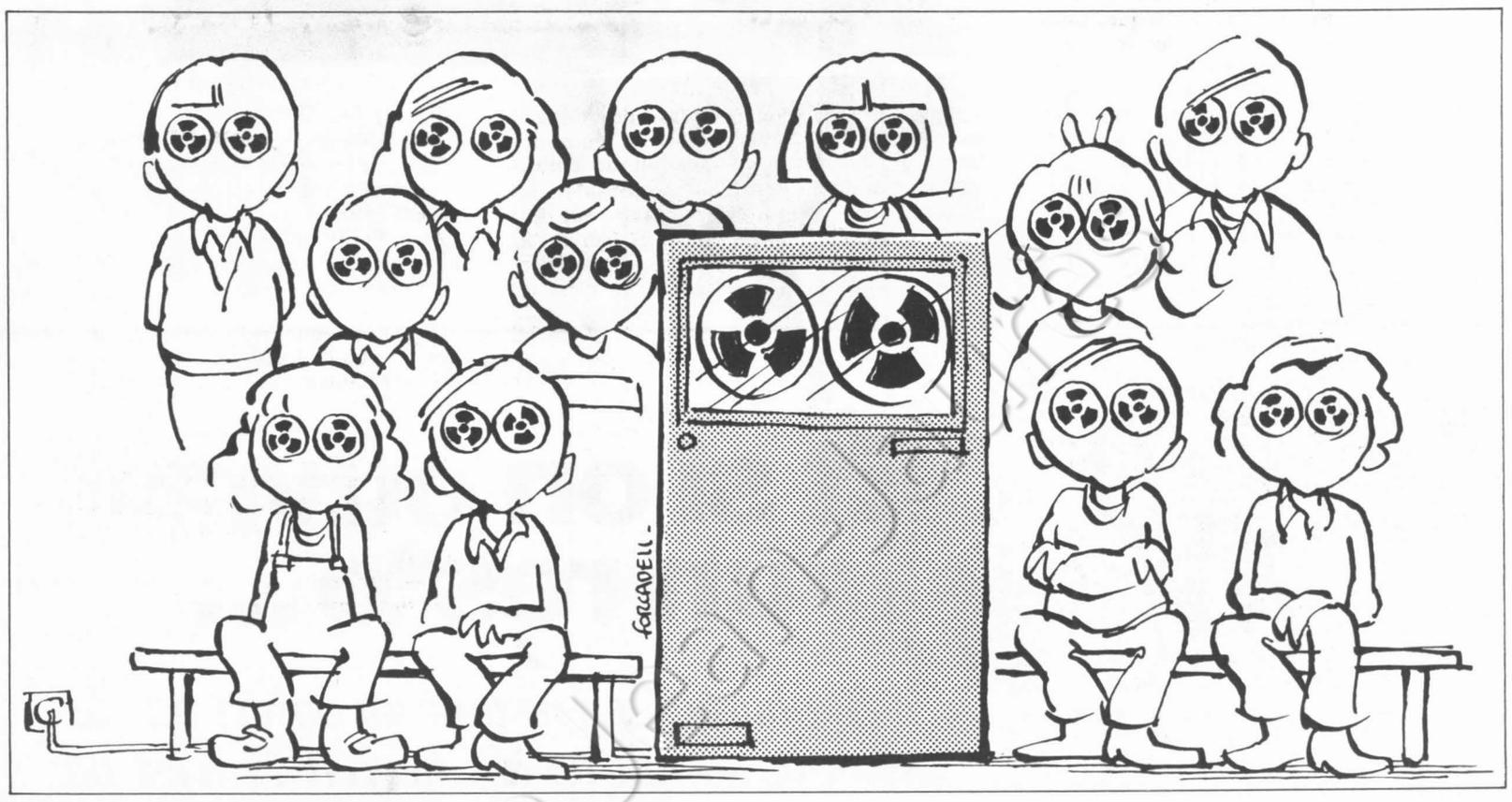
— On peut attendre de nouvelles propositions à l'occasion des « Journées d'Avignon », prévues par le Parti socialiste pour les 21, 22 et 23 juillet 1981. La création sera au cœur des débats. La création dans plusieurs disciplines : musique et lyrique, arts plastiques, théâtre, audiovisuel.

L'INFORMATIQUE A L'ECOLE

La meilleure et la pire des choses

Bien accueillie par les élèves et les enseignants, l'informatique fait une entrée discrète mais remarquée dans les lycées et collèges. Mais si les enjeux sont d'ordre culturel et pédagogique ils sont aussi et surtout économiques : l'Education nationale est un marché en or massif pour les industriels de l'informatique

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT



"ESSAIE encore, Julien, tu t'es trompé ! » A la fin de l'exercice de géométrie, le verdict s'est affiché sur le petit écran, Julien, 15 ans, élève de seconde, se remet à pianoter tranquillement sur les touches du clavier. A mesure, les chiffres s'inscrivent sur l'écran. « C'est bon, tu es formidable ! » Julien, le regard concentré et la mèche blonde en bataille, est devenu en quelques semaines un fana de l'informatique. Son lycée est parmi les établissements récemment équipés de huit micro-ordinateurs dans le cadre du plan « dix mille micros » décidé par le ministère de l'Education nationale.

« Tableau noir et cahiers au feu, le prof au milieu... le micro-ordinateur est arrivé. » Cette adaptation d'une chansonnette chère aux élèves n'est pas tout à fait exacte : si la micro-informatique fait une entrée en force dans l'univers scolaire, les enseignants ne se sentent guère menacés par ces machines intelligentes. Au contraire, ils en redemandent. Les demandes de stages de formation affluent dans les rectorats : impossible de les satisfaire toutes, il n'y a pas assez de formateurs disponibles ! Ce n'est pas si fréquent qu'en France, l'on fasse un tel accueil à une innovation technologique...

Au-delà de la fascination qu'exercent ces machines dotées de mémoires et de raisonnement, l'informatisation de l'école peut à terme déborder sur un véritable bouleversement. Les enjeux sont d'ordre culturel et pédagogique mais aussi économique. Mieux vaut essayer de les évaluer avant que le train ne soit lancé à grande vitesse. Le plan d'action gouvernemental est déjà bien amorcé. Une première expérience a été faite depuis 1970 dans cinquante-huit lycées. Chaque lycée a été doté d'un petit ordinateur nanti d'une dizaine de consoles de visualisation. Il s'agissait de sensibiliser les élèves à l'informatique à la fois comme élément de culture générale et comme nouvelle méthode pour aborder les disciplines existantes. A l'époque, quatre-vingts enseignants déchargés de leurs cours ont reçu une formation « lourde » pendant une année chez des constructeurs d'ordinateurs. Cinq mille professeurs ont bénéficié d'une formation « légère » sous forme de cours par correspondance et d'un stage de trois jours.

En tout, l'expérence a coûté dix milliards de centimes, consacrés par moitié à l'achat des « bécanes », et par moitié à la formation.

En novembre 1978, alors que l'expérience des cinquante-huit lycées était en cours « d'évaluation », un conseil des ministres restreint donnait le feu vert au plan « dix mille micros ». En clair, tous les lycées de France et de Navarre devront être équipés de huit micro-ordinateurs avant 1986. Les différentes disciplines auront accès à tour de rôle à la salle informatique du lycée. L'opération est menée rondement : dès mars 1980, quatre cent vingt « micros » sont livrés. Ils sont payés par le ministère de l'Industrie, mais c'est désormais le ministère de l'Education qui va prendre la relève. Mais, en fait, à quoi vont-ils servir ces ordinateurs ? Au fond, personne ne le sait exactement. Car il y a (au moins) deux manières de s'en servir. La première, c'est l'E.a.o., autrement dit l'enseignement assisté par ordinateur : cela consiste à utiliser la machine comme un instrument pédagogique dans le cadre de l'enseignement de chaque discipline. Le micro est en effet le répétiteur particulier idéal : rien de tel pour réciter les tables de multiplication, conjuguer les verbes à tous les temps, décliner rosa, rosas, rosae. Plus patient que le meilleur des profs ! Et selon le programme qu'on lui a incorporé, il peut aussi servir à l'acquisition des connaissances, à la correction des dictées ou à des « interros » électroniques... Ainsi, voilà les profs libérés des mornes tâches répétitives et enfin disponibles pour consacrer du temps à un enseignement plus individualisé.

La seconde manière de se servir de l'ordinateur c'est d'apprendre... l'informatique ! Au-delà des formations technologiques déjà existantes dans ce domaine, l'informatique deviendrait une discipline générale au même titre que le français ou les mathématiques avec Capes et agrégation à la clé. C'est ce que prône Jean-Claude Simon, professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie et auteur du rapport « l'Education et l'informatisation de la société » (1).

Cette alternative pédagogique est en passe de provoquer une nouvelle querelle des Anciens et des Modernes : créer une discipline nouvelle, ce serait forcément mordre sur les heures de cours dévolues aux disciplines « installées ».

« Si l'on veut introduire l'informatique dans les lycées en prélevant sur les autres disciplines, je vous promets une bagarre monumentale », a affirmé Jean Saurel, directeur des lycées au ministère de l'Education lors d'une journée d'études organisée par le centre Georges-Pompidou sur le thème « Mariage du siècle : informatique et éducation ».

Pour l'instant, le ministère a choisi de temporiser. On continue l'E.a.o., mais dès la rentrée de septembre on expérimentera dans dix lycées et dix collèges l'enseignement (sur option) de l'informatique à part entière.

La démarche est caractéristique. On équipe les lycées en micro-ordinateurs, on réfléchit après à la manière de s'en servir : le plan gouvernemental passe d'abord par un impératif industriel. L'Education nationale, c'est un marché en or massif pour les industriels de l'informatique. Et au-delà de l'équipement des lycées c'est la possibilité de créer une demande, un nouveau besoin chez les jeunes qui seront les consommateurs de demain. L'enjeu industriel est donc essentiel. Mais tout se passe comme si l'on voulait ignorer, en haut lieu, que l'informatique va bouleverser l'école en profondeur. « Un micro-ordinateur relié à un téléphone et à une télévision, cela va bientôt permettre aux gens de recevoir la formation qu'ils voudront à domicile moyennant une contrepartie financière, explique Josée de Félice, professeur à la faculté de Jussieu. En composant un simple numéro de téléphone, un élève pourra appeler à domicile son cours de maths. Dans ce contexte, que devient l'école obligatoire dans sa forme actuelle ? Que devient le monopole de l'Education nationale ? Tôt ou tard l'enseignement ne sera plus médiatisé par l'enseignant. Celui-ci aura un autre rôle que de transmettre le savoir. Il y a une réflexion à mener mais personne n'a envie de se poser trop de questions... »

D'ores et déjà, l'introduction d'un micro-ordinateur dans un lycée modifie le rôle du professeur. Dans le cadre de l'enseignement assisté par ordinateur, la machine est un outil pédagogique. Mais l'outil n'est pas neutre. « Lui, il ne m'engueule jamais, explique Raoul, élève de quatrième. Si je me trompe, on revient en arrière et on recommence. Jusqu'à ce que j'y arrive. » Didactique mais pas répressif, l'ordinateur permet à chacun d'avancer à son rythme. Qui en profite le plus : les bons ou les mauvais élèves ? Ce n'est pas évident. Si l'on en croit le ministère de l'Education nationale, Christian Beullac, l'ordinateur est « particulièrement utile comme moyen de rattrapage des capacités de base (lecture, écriture, langage et calcul) et il peut donc servir efficacement à harmoniser les chances, à aplanir les handicaps... ». Face à un clavier et à un petit écran, les cancres peuvent en effet recommencer un exercice ou répéter la leçon sans crainte de faire rire toute la classe : le mauvais élève n'est plus en situation d'échec psychologique... Et pendant que la moitié de la classe travaille sur les micro-ordinateurs (à raison de deux ou trois élèves par « bécane »), le professeur est plus disponible pour approfondir le cours avec l'autre moitié des élèves.

Les bons élèves encore et toujours favoris

« Je ne pense pas que l'ordinateur va déshumaniser les rapports, affirme Monique Perdrillat, professeur de français à La Courneuve. Au contraire, grâce à l'ordinateur, on a plus de temps à consacrer à un élève en particulier. Et les élèves qui ont des difficultés à suivre, qui sont agressifs dans le cadre de la classe traditionnelle, ont beaucoup plus d'écoute si l'on s'adresse personnellement à eux. »

Mais si l'ordinateur s'adapte au rythme de chacun il permet aussi aux bons élèves de progresser plus vite. C'est ce que l'on a constaté dans certaines écoles du Québec : les très bons élèves terminent le programme dès le mois de février sans avoir besoin du professeur. Les moins bons sont perdants car ils ne savent ni chercher ni s'organiser tout seuls. Face à l'ordinateur, l'élève n'a pas d'autre contrainte que sa propre curiosité intellectuelle : tant pis pour celui qui préfère bâiller aux corneilles.

Ainsi, il semble bien que l'ordinateur ne soit pas à lui seul un moyen de niveler les écarts entre bons et mauvais élèves. Si l'informatique peut y contribuer c'est surtout parce qu'elle permet une plus grande disponibilité du professeur à l'égard des élèves qui ont du mal à suivre.

Au-delà des modifications pédagogiques et du rapport maître-élève, l'enjeu est aussi culturel. Les micro-ordinateurs ne sont « que » des boîtes à savoir. Qu'y aura-t-il dedans ? Qui fera les programmes, les logiciels, comme disent les informaticiens ? En France, il y a très peu de programmes. C'est que concevoir un programme, mettre un cours ou une matière en disquette prête à être consommée par l'ordinateur, n'est pas une petite affaire : « Faire un programme valable cela représente environ cent heures de travail... pour une heure de programme », affirme un professeur de mathématiques versé dans les problèmes d'informatique.

Actuellement on dispose d'environ quatre cents programmes élaborés par les professeurs qui ont reçu une formation « lourde » dans le cadre de l'expérience des cinquante-huit lycées. Pour le reste, on traduit les systèmes américains Plato ou Didao...

« Si on ne veut pas que demain toute notre culture vienne des Etats-Unis, explique Josée de Félice, il faut absolument que nous soyons capables de fabriquer nous-mêmes des logiciels. » Mais qui les financera : le public ou le privé ? Au ministère de l'Education nationale, on envisage de créer des postes d'enseignants spécialement chargés d'élaborer des programmes. Mais en nombre très limité. Les maisons d'édition, en revanche, ont compris que le marché des logiciels allait devenir énorme. Les manuels scolaires seront bientôt remplacés par des disquettes de 10 cm de côté... Hachette, Nathan et Hatier se disputent à prix d'or les enseignants capables de concevoir des programmes dans leur discipline. L'un des responsables du secteur informatique à l'Institut national de la recherche pédagogique a récemment été embauché par Nathan...

La puissante Fédération de l'éducation nationale a déjà tiré la sonnette d'alarme : « Nous disons oui à l'informatique, affirme Alain Mouchoux, le responsable de la question, mais nous ne voulons pas être le jouet des entreprises privées. Il faut que les enseignants gardent la maîtrise de l'affaire... »

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

Or, si rien n'est fait au niveau de l'Education nationale, les éditeurs privés seront les seuls à décider des contenus de l'enseignement programmé... sans aucune garantie de qualité pour les programmes. « Les machines, cela ne suffit pas, affirme Annette Krakowski, responsable des problèmes de l'informatique au sein du Snes (Syndicat national de l'enseignement du second degré). Il faut que le ministère accepte de consacrer des moyens importants à la formation des professeurs, notamment en formation lourde de plusieurs mois. Cela suppose bien sûr des décharges d'heures de cours. » Mais l'engouement pour l'informatique est tel que de nombreux professeurs sont prêts à prendre sur leur temps de loisirs pour se former. Pour les professeurs qui enseigneront l'informatique comme discipline générale dans vingt établissements à partir de septembre, le ministère a proposé une formation non rémunérée le mercredi après-midi : il y a eu plus de demandes que de postes ! Et, en marge du programme officiel d'informatisation de l'école, des initiatives individuelles se multiplient pour promouvoir l'informatique sous forme associative. Quarante clubs-écoles affiliés à l'association Ademir-Microtel (2) se sont créés en deux ans. Ils regroupent huit cents enseignants et plusieurs milliers d'élèves.

L'association, subventionnée par le ministère de l'Education nationale et les Télécommunications, a été fondée par une



poignée d'enseignants fanas de micro-informatique. « Nous recevons énormément de demandes de création de clubs, affirme Monique Perdrillat, responsable de l'association Ademir. Mais il faut que les gens soient réellement motivés, prêts à payer une cotisation et à se débrouiller pour obtenir des aides locales. Si c'est le cas, on les aide en leur fournissant un micro-ordinateur. Notre rôle n'est pas d'équiper les lycées systématiquement. »

Enthousiastes, les enseignants de l'association Ademir animent les clubs-écoles, se familiarisent avec le maniement de la machine, apprennent le basic — le langage de l'ordinateur — et se mettent à fabriquer des programmes pour le plaisir. Tel ce professeur d'anglais qui a passé ses vacances de Pâques à concevoir un programme à l'aide du micro-ordinateur emprunté pendant les vacances au club-école du lycée. Ou encore ce professeur de musique d'Avranches qui a fabriqué lui-même son micro-ordinateur.

« Le club c'est un moyen sympathique de faire découvrir l'informatique aux enseignants et aux élèves », affirme Monique Perdrillat. Mais si le ministère voit d'un très bon œil le développement de ce hobby fondé sur le bénévolat (excellent complément du plan officiel) le Snes s'inquiète. « Derrière ces clubs, il y a les intérêts des télécommunications et des industriels, explique Annette Krakowski ; ce sont des initiatives privées sous le label Education nationale et les programmes ainsi bricolés par ci par là vont être de qualité très inégale... »

Ainsi les microprocesseurs qui permettent de stocker une énorme masse d'informations grâce aux « puces » de silicium sont bien partis pour conquérir l'école. Normal : dans une société qui s'informatise à toute allure, de la carte d'identité à la monnaie « électronique », l'école ne pouvait rester longtemps à l'heure de Gutenberg. Encore faut-il qu'on n'oublie pas de mettre dans la mémoire de l'ordinateur la loi de Jules Ferry sur l'école laïque, obligatoire et gratuite ! ●

(1) Publié par la Documentation française.
(2) Ademir-Ministère de l'Education, 44, rue de Bellechasse 75007 Paris 550.18.17.



METIERS

Et si on ouvrait un resto...

"La Rhubarbe", un restaurant ouvert par deux militants socialistes à Chevreuse, n'est pas pour les grosses légumes, mais on y mitonne de bons petits plats servis avec un coulis de rose au poing

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

ET si on ouvrait un resto ? Un vieux rêve caressé par des dizaines d'amoureux de la cuisine... qui continuent pourtant leur « vrai » métier — prof, secrétaire ou pharmacien... Odile et Patrick Brun, eux, ont sauté le pas. Pari tenu : voilà un an et demi qu'ils nous mijotent de bons petits plats, originaux et raffinés dans leur restaurant à l'enseigne de « la Rhubarbe » à Chevreuse — une bourgade qui fleure bon la province à un peu plus d'une demi-heure du centre de Paris... Bonne adresse à connaître tant les environs de Paris regorgent de restaurants ringards ou/et hors de prix !

Ce samedi à midi, les clients ne se bousculent pas dans la salle aux harmonies vertes et petits rideaux grand'mère. L'affluence est prévue pour ce soir. Sur les tables, des bouquets de roses rouges : clin d'œil subtil à la veille du premier tour de l'élection présidentielle !

Aujourd'hui, c'est Patrick qui sert, Odile est aux fourneaux. Flash-back, deux ans avant : lui était ingénieur-conseil-en-stratégie-d'entreprise (ouf !) dans une grosse société; elle, était maître auxiliaire. La trentaine, trois enfants et tout de même le temps de fréquenter les réunions de secteur P.s. à Chevreuse... Et puis l'idée a germé : pourquoi ne pas ouvrir un resto ? Plutôt que de continuer à régaler les copains en petit comité et à l'œil...

« La motivation numéro un, c'était de travailler tous les deux ensemble, explique Odile — sur ses genoux, Simon, trois ans, le petit dernier, est venu faire un câlin — on en avait assez de ces vies découpées en rondelles, boulot, métro, etc. Et la cuisine, c'était la seule chose que l'on savait et que l'on aimait faire... ».

Côté cuisine, c'est vrai qu'ils s'y entendent : salade d'épinards aux aiguillettes de canard, rougets en papillotte à la fondue de persil et bavarois au cacao amer et aux griottes. J'en ferais bien mon ordinaire... Une petite fête dans ce goût-là coûte environ quatre-vingts francs avec le vin et le service. Et il y a un menu à trente-cinq francs pas bâclé pour deux sous... Mais si Odile et Patrick se font plaisir (et à nous donc !) l'escarcelle est bien difficile à remplir. « Cette année il faudrait que l'on arrive à se dégager le Smig à tous les deux affirme Patrick, le plus sérieusement du monde. La première année, on ne s'est pas payé du tout et actuellement on arrive à prélever environ deux mille francs par mois. Bien sûr, on vit sur le restaurant à six personnes (les enfants et la jeune fille au pair) pour la bouffe, l'électricité, le gaz, etc ».

Dur, dur, de démarrer un restaurant. Même quand on est un spécialiste en gestion sorti d'H.e.c. !

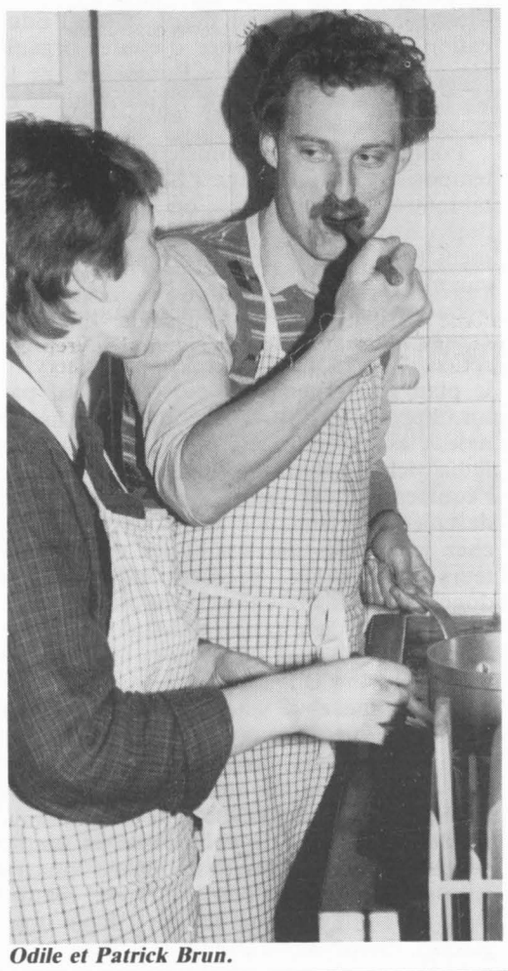
« Bien sûr, cela aide, avoue Patrick. Mais c'est une chose de conseiller les autres et c'est autre chose de changer soi-même sa vie ! Financièrement on arrive à s'en sortir parce que nous n'avons pas du tout de charges de personnel, nous faisons tout nous-mêmes, et aussi parce que nous n'avons presque rien emprunté. Juste les intérêts du plan épargne-logement... Alors que la plupart des restaurateurs se lancent en empruntant presque tout : dans ce cas il faut que l'affaire tourne tout de suite très bien... ».



L'assiette des recettes et dépenses de « la Rhubarbe ».

La première année Patrick avait pris un congé parental pour « s'occuper de Simon » et il pouvait être réintégré dans son entreprise. Maintenant il n'y a plus de filet... Mais le cap périlleux semble passé. « On est en train de basculer du bon côté. L'ennui c'est que les frais fixes sont très lourds quand ils ne sont pas divisés par un grand nombre de clients. Et la réservation est encore très irrégulière... ».

Salariés devenus (à la force du poignet) commerçants, Odile et Patrick n'ont pas pour autant viré de bord. Même si leur engagement politique affiché peut parfois leur nuire : « Quand on était salarié, on était mal vu de faire du syndicalisme, alors il faut bien assumer cela maintenant ! » En



Odile et Patrick Brun.

leur honneur, la réunion de section a même été déplacée le mercredi soir, jour de fermeture du restaurant. Car la vie d'un restaurateur, c'est un horaire toujours décalé. « C'est l'une des contraintes les plus pénibles, dit Odile. Fini les petites bouffes chez des copains le soir, les week-ends, les jours de fêtes. Nous, ces jours-là, on bosse ! »

La journée elle aussi a un rythme différent. Travail de 8 heures à 15 heures. Temps libre l'après-midi. Travail de 18 à 23 heures... « Pour nous la semaine de trente-cinq heures, ce n'est pas pour demain ironise Patrick. Et le statut de commerçant a de sacrés inconvénients. Les cotisations sociales sont vraiment dingues : sur un revenu estimé à deux mille cinq cents francs par mois on paie cinq cents francs uniquement pour la retraite... »

Quant aux femmes, elles n'existent pas... Féministe pratiquante (si j'ose dire !), Odile vitupère contre la dure réalité des femmes « de » commerçants : « On travaille tous les deux autant, mais moi, c'est comme si je ne faisais rien. Si jamais on se sépare, je n'aurai droit à aucune retraite ! Ou alors il faudrait me déclarer salariée et c'est financièrement impossible de payer les charges sociales ! » Mais il y a aussi les avantages — y compris financiers — du statut de commerçant. Les dépenses quotidiennes prises en charge par le restaurant, non comptabilisées dans le revenu imposable. « Au début, raconte Patrick, j'ai dit à mon comptable : moi j'étais salarié, je continue à tout déclarer. Il m'a répondu : vous êtes complètement fou, les taxes sont calculées en fonction de la dissimulation des revenus ! »

Contre tous les usages dans la profession, Odile et Patrick ont refusé de se plier aux lois de la division du travail. Chacun son tour d'être aux fourneaux. Un refus de la spécialisation qui évite les traditionnelles bagarres entre « la salle » et « la cuisine ». « Celui qui est à la cuisine est toujours de mauvais poil, explique Odile ; moins bien disposé à l'égard des exigences du client... Là, chacun connaît le point de vue de l'autre et celui qui est en salle « s'écrase » quand il le faut ! »

Travailler ensemble, pour un couple, ce n'est pas forcément évident : « C'était notre objectif et on ne s'engueule pas plus qu'avant, plutôt moins... » dit Odile avec un petit coup d'œil en biais vers Patrick.

Et puis, il y a aussi les clients. Pas toujours facile les rapports. Patrick a plus facilement le contact. C'est lui qui est en salle les jours de grande affluence. Ça tombe bien, car ces jours-là il est plutôt paniqué en cuisine...

« Quand on me dit : Mademoiselle, du pain ! je supporte très mal » dit Odile. Mais Patrick atténue : « Dans l'ensemble, les gens sont sympas et ils sentent bien qu'on n'est pas loufiats dans l'âme ; je me sens plutôt un hôte... ».

Au fond, pour ces gourmands, le gros ennui du métier, c'est que l'on fait moins souvent de bonnes bouffes. « Ça nous arrive encore quand on essaie un nouveau plat pour la carte explique Odile. Alors là, on met les petits plats dans les grands et le couvert est mis avec tout le tralala. Sinon, à midi on se contente souvent d'un sandwich... et le mercredi soir, on essaie plutôt de se faire inviter chez des copains ! ».

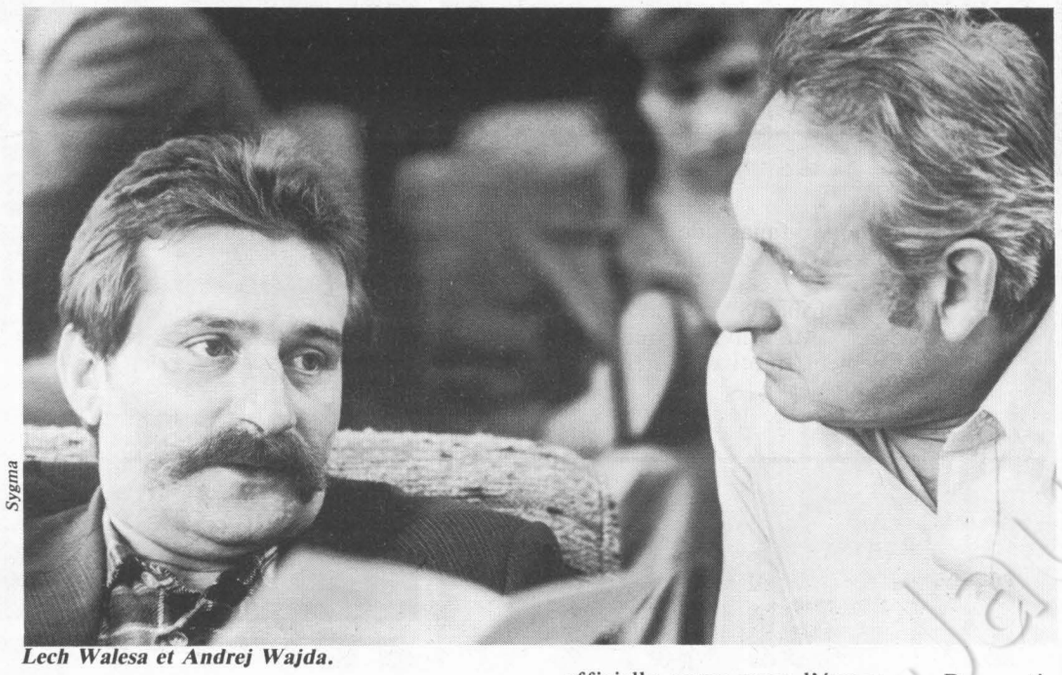
Dont acte et à bientôt... ●

« La Rhubarbe », 1 rue Lalande, Chevreuse (Yvelines). Tél. : 052.44.48

Un document brûlant et irremplaçable

"Ouvriers 80", c'est pour la première fois la classe ouvrière polonaise vue sans les lunettes de la propagande officielle

PAR SERGE RICHARD



Sygma

Lech Walesa et Andrej Wajda.

« OUVRIER, ferme ta gueule ! » raille le chant du syndicat Solidarité, tel que le reproduit le beau livre chaleureux de Jean Offredo sur « Lech Walesa ou l'été polonais » (Cana). C'était avant Gdansk, pendant ces années soixante-dix arrachées certes au sombre mutisme de la période stalinienne, mais enlisées encore dans les demi-silences, les demi-mensonges, les demi-abandons de la génération Gomulka-Gierek. Une Pologne qu'a si bien scrutée le cinéma d'Andrej Wajda (« l'Homme de marbre », « Sans anesthésie ») ou de Krzystzof Zanussi (« la Constante ») dont le film le plus significatif s'intitule, éloquemment, « Camouflage ».

Aujourd'hui, la Pologne fait sauter un à un les carcans, dans tous les domaines. Un tout petit exemple : l'explosion d'un rock polonais, dont la toute jeune revue française « New Wave » a rendu compte dans plusieurs numéros et dont, exceptionnellement, deux témoignages viennent de paraître en France (Barclay). Ces enregistrements des groupes Kryzis et Deadlock, plus que par l'originalité strictement musicale, valent par l'authenticité de leur expression de tout ce qui peut agiter une génération d'adolescents affamés de liberté si chichement distribuée par les compte-gouttes de la bureaucratie politico-culturelle.



Gdansk, août 1980.

Un sacré paquet d'explosifs

Le cinéma polonais, lui, ne nous a pas encore fait découvrir sa production de l'après-Gdansk. Aussi faut-il, pour le moment, se contenter de voir sortir un film de Zanussi précédant les événements de l'été dernier : « le Contrat ». Il est vrai que, si l'on veut bien lire entre les lignes, c'est encore un sacré paquet d'explosif.

En principe, il ne s'agit guère que du récit d'une fête de mariage qui tourne mal. Mais on reconnaît très vite le procédé, déjà utilisé par Robert Altman dans « Un mariage » : utiliser la noce, rassemblement social souvent hétérogène, pour composer le microcosme où se retrouve la diversité des générations et des classes de la société (la Pologne ayant conservé l'ancienne division des classes ou en ayant créé une nouvelle). Après cela, il n'y a plus qu'à promener sa caméra comme un scalpel.

Comme dans les précédentes œuvres de Zanussi, compromission, lâcheté, arrivisme, corruption et cynisme de la nouvelle bourgeoisie sont au rendez-vous à l'appel de la phrase clé du film : « Ça pue », répété à propos d'une mauvaise odeur ambiante qui véhicule pas mal de références. « La démocratie, c'est bien beau, mais il faut tout de même que quelqu'un commande ! », entend-on aussi dans la bouche d'un représentant de la bourgeoisie rouge. Hormis les efforts individuels de ceux qui ne se résignent pas — une « mère Courage » impressionnante dans sa discrétion même — il n'y a guère de salut. En tout cas pas dans le « rêve occidental », représenté ici par une parente superficielle et insupportable. Ni dans la rébellion des nouvelles générations : la révolte du fils du « Contrat » est aussi inconsistante que l'autorité morale du père. Et si, dans le film, la maison brûle (comme chez Milos Forman jadis), les torts en sont bien partagés.

Par tactique ou pour avoir une sainte paix ou pour ne pas compromettre notre sécurité, nous nous pardonnons de mentir, d'être malhonnêtes ou déloyaux dans les rapports de travail ou en public, disait l'an dernier Wajda au forum de Gdansk de l'Association des cinéastes polonais (rapport reproduit, signe des temps, par la très officielle revue pour l'étranger « Perspectives polonaises »). Et nous réservons la vérité, la franchise et l'honnêteté au cercle familial et aux amis les plus proches. Même cela n'est plus vrai dans « le Contrat », film à l'image de ce cinéma noir et amer que l'Europe de l'Est — voir « les Parents du dimanche » hongrois — laisse actuellement venir à nous.

Une seule image d'optimisme, mais la dernière du « Contrat », il est vrai : ce cerf libre et tranquille surgissant des arbres voisins et jetant sur cette humanité un regard indéchiffrable. Est-ce fabuler que de lire, dans sa force à la fois prudente et audacieuse, dans la liberté de sa démarche, un peu de cet immense élan pacifique qui, quelques mois plus tard, va porter la classe ouvrière polonaise ? Cela, même Zanussi ne l'avouerait pas. Car c'est presque clandestinement sous l'affiche « Séance réservée », que quelques salles de Varsovie projettent « Ouvrier 80 » le montage collectif sur l'été de Gdansk. Alors que Wajda lui-même, au forum des cinéastes, avait pudiquement dénoncé les tentatives d'étouffement de ce film, en soulignant au passage « l'image fausse, commode et hypocrite de la classe ouvrière telle qu'elle était vue auparavant à travers les lunettes de la propagande officielle ».

Un cerf à l'œil énigmatique

C'est dire s'il faut courir voir « Ouvrier 80 » au Saint-Séverin. Sans doute n'est-ce pas tout à fait un film, sans doute ce reportage à bout portant laisse-t-il un peu sur sa faim. Mais, même ramené à peu de séquences sur la grève — occupation des chantiers, et à peu d'interviews des ouvriers pour encadrer le noyau central d'« Ouvriers 80 » — la longue et âpre négociation de Gdansk — c'est un document brûlant et irremplaçable.

Formidable bataille de mots, mais derrière lesquels s'affrontent deux forces réelles, deux mondes, le peuple et l'Etat. Entre Walesa et Jagielski, toute une série de passes d'armes, de reculs stratégiques, de percées, un jeu d'échecs que l'on suit avec passion. Et parfois, en arrière-fond sonore, la rumeur de l'immense foule qui, dehors, s'agglutine sous les hauts-parleurs pour vivre en direct cet événement incroyable : une négociation où un gouvernement est contraint de venir discuter avec un syndicat illégal, à l'intérieur même d'un chantier occupé et sous contrôle intégral et simultané de la « base ». A se demander si, quelque part derrière une grue du chantier, le cerf à l'œil énigmatique n'avait pas passé la tête entre les poutrelles... ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Depuis le début de la campagne présidentielle, l'hebdomadaire du P.s. a joué un rôle efficace d'information et d'explication. Le moment est venu d'un nouveau bond en avant des abonnements et de la diffusion militante.

En cette période décisive nous demandons aux sections, aux militants, aux sympathisants, aux abonnés et anciens abonnés de prendre toutes les initiatives à cet effet.

Bulletin d'abonnement à retourner

à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (200 F) ○
- abonnement de six mois (120 F) ○

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »

Un an (650 F) ○
Six mois (360 F) ○

et vous adresse la somme correspondante

○ par chèque bancaire

○ par chèque postal

○ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

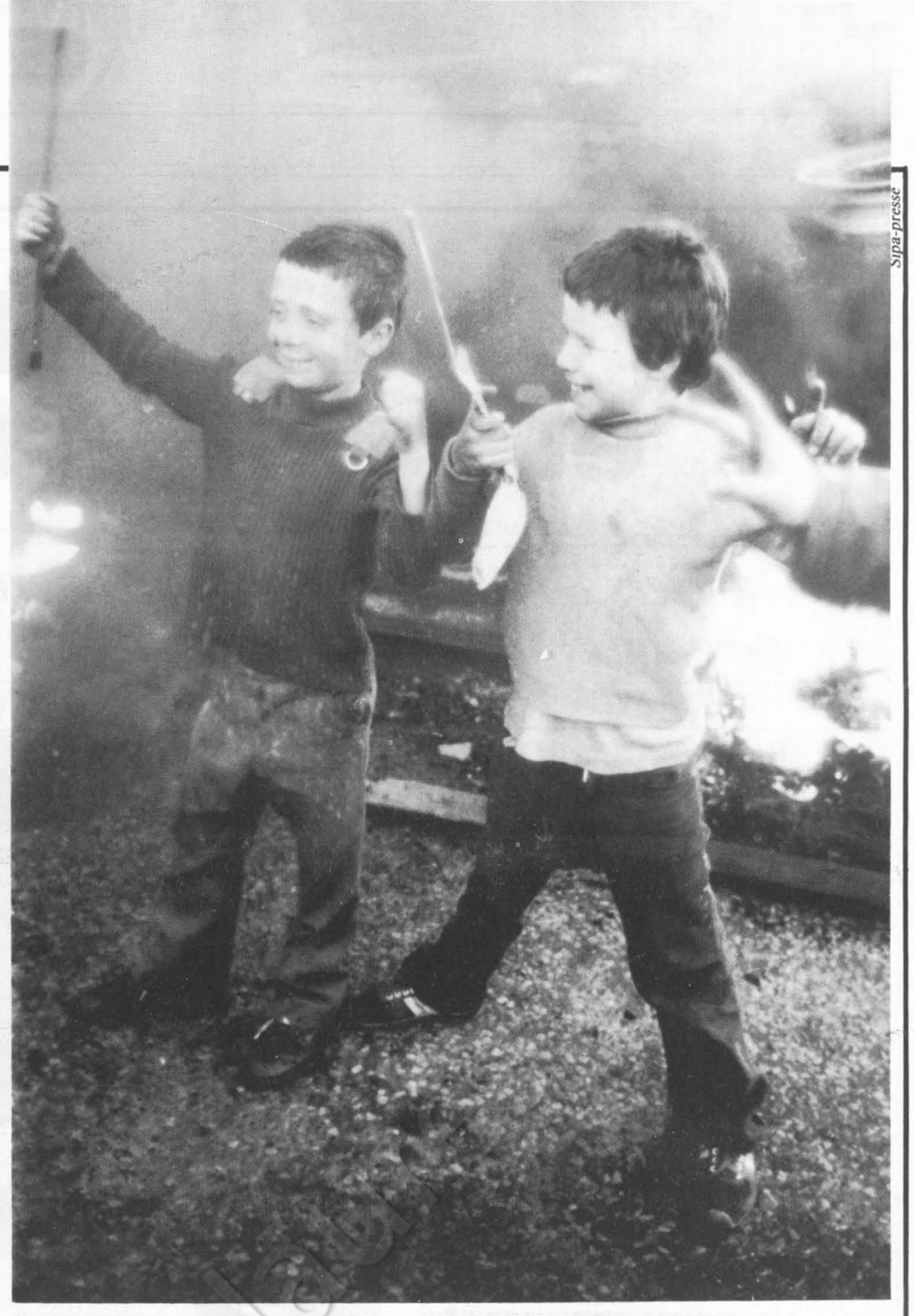
Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

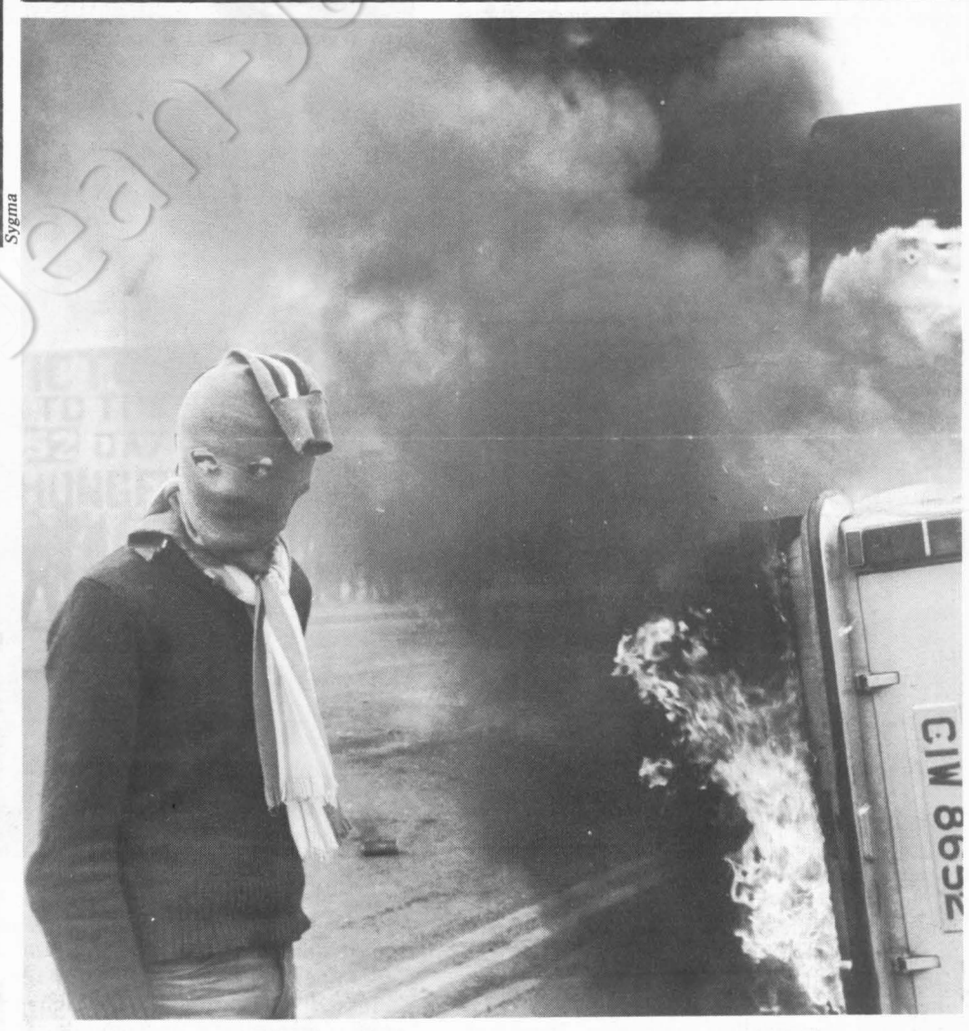
Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ;
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.



Sygma



Sipa-presse



IRLANDE DU NORD

L'Algérie de la Grande-Bretagne

Si la raison et l'humanisme ne prennent pas d'urgence le relais de la raison d'Etat, si Bobby Sands meurt, l'Ulster connaîtra une immense flambée de violence

PAR GILBERT SANS

BELFAST a connu dimanche dernier l'une des plus grandes manifestations catholiques de ces dix dernières années en solidarité avec Bobby Sands qui — au moment où nous écrivons ces lignes — touchait aux portes de la mort.

Plus de cinquante jours de grève de la faim... Bobby Sands, élu entre-temps député au Parlement de Westminster, est décidé à aller jusqu'au bout et ses jours sont maintenant comptés. Si on laisse mourir le député irlandais, ancien militant de l'Ira, si la raison et l'humanisme élémentaires ne prennent pas d'urgence le relais de la froide raison d'Etat, l'Ulster à coup sûr connaîtra à nouveau une flambée de violence d'une intensité rarement atteinte.

Principale revendication des prisonniers catholiques et Républicains irlandais : obtenir le statut de prisonnier politique. Or, les autorités de Belfast et de Londres refusent d'accéder à cette exigence qui constituerait de facto une reconnaissance politique de la révolte irlandaise.

Le Premier ministre irlandais, Charles Haughey, se trouve singulièrement coincé entre une partie notable de la population irlandaise qui lui demande de faire les concessions nécessaires et sa volonté propre de maintenir de saines relations avec les autorités britanniques.

Les prisonniers républicains mènent la lutte depuis toujours avec les méthodes les plus variées. Dernière en date, la « grève de l'hygiène » des femmes stoppée récemment afin de ne pas occulter celle de Bobby Sands et en solidarité avec lui. Différentes commissions d'enquête ont toutes également affirmé et prouvé que l'on torture toujours dans les camps et prisons.

Bref, depuis l'arrivée de l'armée anglaise en 1969, la situation ne fait qu'empirer en Irlande. Trait commun avec le Pays Basque, catholique lui aussi ? Venue pour rétablir l'ordre, l'armée apparaît chaque jour davantage comme force de maintien de la domination protestante.

Le dimanche sanglant de Londonderry

L'atmosphère d'attente actuelle rappelle dangereusement un souvenir tragique quand, l'espace d'un dimanche — « le dimanche sanglant de Londonderry » — en 1972, en riposte aux tireurs des toits de l'Ira, l'armée de sa gracieuse Majesté répondait en tirant dans la foule : treize morts ! Dans les jours qui suivirent : l'émeute populaire, des bombes partout. A Dublin, capitale du Sud, l'ambassade d'Angleterre était complètement détruite. Aujourd'hui, les balles en caoutchouc répondent déjà aux manifestations pacifiques.

Une image précise, bien qu'osée et schématique, pourrait résumer la problématique irlandaise : d'un côté les demeures cossues de la bourgeoisie protestante, de l'autre les sous-H.l.m. — auto-mutilées par dix années de lutte ininterrompue — de la population catholique. La jeune génération passe, sans transition, de l'école au chômage.

Pour autant, la « vague irlandaise » trouve ses fondements davantage dans un nationalisme très religieux que dans une claire prise de conscience de classe. Le passé pèse de tout son poids. La revendication d'une identité nationale, les problèmes économiques et sociaux passent ainsi par le large tamis du facteur religieux et de la vieille rivalité entre catholiques et protestants. Les passions — irrationnelles ? — sont souvent mauvaises conseillères de la raison.

S'il est, incontestablement, une dimension coloniale dans la crise irlandaise qui dure, s'étend et se durcit, elle est cependant singulièrement plus complexe. L'Irlande d'aujourd'hui questionne ouvertement l'ensemble du monde occidental et d'abord l'Europe. Pourquoi des peuples accepteraient-ils définitivement d'être tenus à l'écart du mouvement économique global et du progrès social ? Pourquoi les Etats qui composent l'ensemble européen ne portent-ils pas plus d'intérêt — autre que la répression — aux particularismes nationaux ou régionaux qui, ici et là, les mordillent ou les rongent ?

Dans l'analyse de l'ensemble de ces phénomènes il convient d'être extrêmement prudent et de ne pas tomber dans le piège de la généralisation hâtive. Les légitimes revendications régionales contre un développement économique inégal et catastrophique dans tel Etat européen, ou la volonté de ne pas voir périr une culture témoignage du passé et de la richesse de notre civilisation sont une chose ; la répression sanglante et sans merci des nationalités qui composent l'Etat espagnol durant plus de quarante ans de franquisme, une autre. Il vaut mieux, en toutes choses, conserver une saine échelle de valeurs.

Les luttes nationalistes ou anti-colonialistes réelles présentent toujours un nombre de caractéristiques intangibles qui se multiplient entre elles et créent les conditions d'une explosion historique : une paupérisation ou surexploitation d'une partie de la population, une réalité de classe, une histoire propre, des « frontières » précises, une langue vivante et populaire, etc. Bref, une identité complètement autonome. C'est vrai : l'Irlande participe de toutes ces caractéristiques justifiant et légitimant le combat catholique et républicain.

Malgré le puissant mouvement de solidarité internationale qui se dessine, Londres a aujourd'hui, de toute évidence, choisi la politique de la force. Depuis le temps qu'elles annoncent le « dernier quart d'heure » les autorités britanniques n'ont pas encore admis le caractère irréductible de la révolte irlandaise. Ni que sous la cendre couvait une braise que les discours sur le terrorisme international sont bien incapables d'éteindre.

Si Bobby Sands meurt — assassinat légal — la « dame de fer » méritera amplement son surnom, mais attention : un « dernier quart d'heure » — l'Histoire nous l'a appris — peut toujours en cacher un autre ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325